Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 8 *New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***23 février - 2 mars 2022***

CONSTRUCTION DU MUR FRONTALIER ENTRE HAÏTI ET LA R. D.

Revirement du président Abinader et les membres de son parti

La construction vient d'être lancée...

Par Léo Joseph

Plus de huit ans depuis que l'idée a été lancée, sous l'administration de Danilo Medina, la construction d'un mur frontalier entre la République dominicaine et Haïti est parvenue à sa phase de concrétisation. La mise en train de ce projet, qui ne fait pas l'unanimité, dans la société dominicaine, et qui avait été l'objet d'opposition par l'actuel président lui-même et des membres de l'état-major de son parti, vient d'être mis en route par l'équipe qui s'était opposée à sa mise en place.

Le président dominicain Luis Abinader.

Faride Raful, sénateur de Santo Domingo.

En effet, l'annonce du début de la construction a été faite par Luis Abinader, le dimanche 20 février, qui, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration, a lancé le coup d'envoi des travaux de construction d'un mur de 164 kilomètres, qui suivra le long de la frontière entre les deux pays, et dont l'objectif principal consiste à « *contrôler* » l'immigration clandestine et le crime qui prend des proportions inquiétantes du côté haïtien. Le premier mandataire de la République voisine prenait la parole, à l'occasion de la cérémonie inaugurale des chantiers,

Suite en page 2

LA PNH MOBILISÉE CONTRE LES AGENTS DE L'INSÉCURITÉ

Dernières opérations : 2 bandits abattus à Turgeau...

D'autres actions menées à Croix des Bouquets...

Par Léo Joseph

Il semble que, sous le leadership de Frantz Elbé, le directeur général de la PNH, qui a succédé à Léon Charles, de nouvelles dispositions soient prises, pour mettre les criminels hors d'état de nuire. Depuis environ deux semaines, les opérations contre les gangs sont menées au quotidien et la peur semble commencer à changer de camp. Puisque les malfrats tentent de se mettre à l'abri, afin d'éviter les affrontements avec les forces de l'ordre. La dernière action en date lancée contre les hommes illégalement armés s'est soldée par trois morts dans les rangs des bandits.

Wilson Joseph, le chef des 400 Mawozo, bientôt plus d'endroit pour se cacher.

En effet, dans la région de Turgeau, une des cibles privilégiées des kidnappeurs, une brigade composée d'unités spécialisées de la PNH a orchestré une filature ayant permis de déjouer un enlèvement qui était en exécution. Les policiers, qui se trouvaient sur les lieux du crime ont

Suite en page 2

LA CORRUPTION DÉFINITIVEMENT ENRACINÉE À LA DOUANE

Le DG Romel Bell y installe des infrastructures à long terme

Les fonctionnaires suspectés de combattre ce fléau censurés... Au moins 160 transferts effectués...

Le directeur général de l'AGD Romel Bell

Michel Martelly

Par Léo Joseph

Il semble que la corruption, qui bat son plein dans les institutions étatiques, en Haïti, ait la tête dure. C'est, en tout cas, la situation constatée à l'Administration générale des Douanes (AGD). Le directeur général, Romel Bell, s'érige en défenseur de cette pratique, prenant des dispositions pour se défaire des fonctionnaires manifestant l'inclination de lutter

Suite en page 4

HAPPENINGS!

Ariel Henry must resign

How Prime Minister de facto Ariel Henry going to complete the $2 billion he says is needed to rebuild the Great South.

Helen Meagher La Lime made new revelations at the UN.

By Raymond A. Joseph

Usually, this column begins with news, highlighting the most important issues of the week, not by an editorial or an opinion piece. This week, however, the situation is such that we're starting with a lesson in simple logic,

Continued on page 7

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 2

CONSTRUCTION DU MUR FRONTALIER ENTRE HAÏTI ET LA R. D.

Revirement du président Abinader et les membres de son parti

La construction vient d'être lancée...

Suite de la page 1

annonçant le lancement de la première étape de l'ouvrage.

70 tours de surveillance sur 164 kilomètres

Lors de cette annonce, le chef d'État dominicain, qui fait croire que cette structure profitera aux deux pays, s'est exprimé en ces termes : « (...) *Elle permettra de contrôler plus efficacement le commerce bilatéral, de réguler les flux migratoires, en sus de lutter contre la mafia du trafic d'êtres humains* ».

Les premiers 54 kilomètres de ce mur, dont l'installation vient de commencer, seront suivis de 110 autres, pour atteindre une longueur totale de 164 kilomètres. Construit en béton armé d'une hauteur de 3,90 mètres et de 20 centimètres d'épaisseur, le mur sera couronné d'une structure métallique et doté d'un total de 71 tours de contrôle sur tout le parcours de la structure. En sus de 41 portes d'entrées destinées au trafic international.

Pour sécuriser la ligne frontalière et favoriser la tâche des gardes frontaliers, des caméras de surveillance seront placées tout le long du mur, en plus de lancer des drones pour assurer la surveillance aérienne de l'espace frontalier.

Le président Abinader a précisé que la première phase des travaux sera terminée en moins d'une année. Bien sûr, si l'horaire des travaux est strictement observé.

Revirement spectaculaire d'Abinader

On se plaît à dire que l'homme avant le pouvoir n'est pas le même une fois au pouvoir. C'est bien le cas pour le président dominicain et des membres du Parti révolutionnaire moderne (PRN), la formation politique qui a porté Luis Abinader au pouvoir.

En effet, dans la version électronique du quotidien dominicain *Listin Diario*, en date du 21 février, il est rapporté que M. Abinader a changé de discours, par rapport à la construction du mur frontalier. L'organe de presse dominicain souligne que dans des déclarations faites en novembre 2018, ce dernier ne pensait pas qu'il était de bon ton d'aller vite en besogne dans la construction de cet ouvrage. Il disait alors, selon *Listin Diario*. « *(...) avant de construire un mur, il fallait respecter la loi de la migration* ». En clair, Luis Abinader n'écartait pas la possibilité d'installer un tel système de protection du pays contre ce que les autorités dominicaines considèrent comme dangereux pour leur pays. Autrement dit, il semblait vouloir dire que la République dominicaine a besoin du mur, il faudra l'installer, dès que les conditions seront réunies.

Il semble que, à cette époque, le futur chef d'Était n'était pas convaincu que toutes les conditions étaient remplies pour qu'un tel projet soit mis à exécution. Aussi avait-t-il continué en disant « *Si nous nous y conformons et que nous amenons suffisamment de personnel militaire à la frontière avec la technologie appropriée et que nous leur donnons un salaire décent, nous pourrons construire le mur légal dont le pays a besoin* ».

Eduardo Sanz Lovatón, directeur général des Douanes.

Pourtant, auparavant, soit le 10 juin 2014, Eduardo Sanz Lovatón, l'actuel directeur général des Douanes, avait tweeté : l'idée de proposer un mur, à l'époque, « *c'était simplement fou*». Ce projet, qui avait alors été proposé par l'équipe précédemment au pouvoir, dirigée par le président Medina, devait porter Lovatón à faire à poser la question de savoir, si les initiateurs d'une telle idée n'avaient pas étudié l'histoire, car, devait-il ajouter : «*Cela n'a jamais marché* ».

Ex-sénateur Jose Ignacio Paliza et ministre de la Présidence.

Le même journal rapporte que « *Huit ans plus tard et en tant que directeur général des Douanes, M. Lovatón a déclaré sur Twitter que la construction est " une étape transcendantale pour rendre le commerce bilatéral beaucoup plus efficace, réguler les flux migratoires et combattre le crime organisé "* ».

À la même époque, signale encore *Listin Diario*, soit le même mois de juin 2014, l'ex-sénateur José Ignacio Paliza, devenu ministre dans l'administration d'Abinader, avait soutenu, encore dans un message tweeté, que la construction de ce mur « *serait une grosse affaire qui ne résoudra rien* ».

Présentement, en tant que ministre administratif de la Présidence, il se prononce en ces termes « *(...) le gouvernement dominicain promeut des actions pour le développement intégral des provinces frontalières. Un programme coordonné d'actions économiques, sociales et de sécurité. Notre frontière n'est pas seulement une frontière* ».

Revenant sur les prises de position des politiciens dominicains, ce même quotidien remonte au 29 septembre 2013 pour citer Faride Raful, sénateur du District national (Santo Domingo), qui tweetait : « *Et juste au moment où le monde démolit les frontières, ici à Macondo nous érigeons un mur irrationnel au nom de la préservation de la nationalité. Allez-y et vous verrez*».

Il semble que, ayant accédé à la présidence, Luis Abinader et son entourage aient changé leur fusil d'épaule par rapport à la construction de ce mur, une décision que d'aucuns comparent à celle de l'ex-président américain Donald Trump, en ce qui concerne le Mexique, dans le but précisément d'empêcher aux ressortissant mexicains d' « *envahir* » les États-Unis.

Luis Abinader à entrepris la cérémonie de pose de la première pierre du mur frontalier, à Dajabon, ville frontière de Ouanaminthe, sans avertir l'événement auparavant. On se demande si un tel procédé avait pour objectif d'éviter que ceux qui n'approuvent pas ce projet ne posent des gestes de rejet.

En tout cas, les Dominicains ne sont pas tous unis autour de cette initiative. Il faut donc prévoir des interventions oppositionnelles, dans les milieux politiques dominicains où militent les activistes. En tout cas, il existe de fortes chances que des politiciens anti-Abinader sautent sur l'occasion pour lui mettre des bâtons dans les roues. Surtout en réaction aux mesures draconiennes qu'il a prises contre les anciens proches de son prédécesseur, ses alliés, ainsi que des membres de leurs familles. On ne devrait donc pas s'étonner que les secteurs qui aspirent à détrôner Abinader fassent cause commune avec ceux qui sont opposés au projet de mur frontalier.

LA PNH MOBILISÉE CONTRE LES AGENTS DE L'INSÉCURITÉ

Dernières opérations : 2 bandits abattus à Turgeau...

D'autres actions menées à Croix des Bouquets...

Suite de la page 1

engagé les malfrats avant qu'ils n'aient eu le temps d'avoir la haute main, lors de l'affrontement qui s'était produit. Au bout de l'opération, trois individus ont été abattus, des présumés kidnappeurs. Assurément ils n'auront plus la chance de mener de telles activités. L'affrontement a eu lieu le lundi 21 février.

Si tous les bandits sont restés des inconnus, l'un d'entre eux a été identifié. Il s'agit d'un homme recherché par les autorités policières. Il s'agit du nommé Francis Sainton, connu sous le sobriquet Ti-Co. Il semble que les trois criminels roulaient en moto. Car non seulement ce véhicule a été confisqué par les policiers, un révolver a été trouvé sur leur personne et confisqué.

Aucune information n'a été fournie relative à l'identité de la victime, excepté que des riverains ont fait croire qu'il s'agissait d'un écolier.

On notera que plusieurs kidnappings spectaculaires ont été perpétrés dans la région de Turgeau et que les criminels menaient leurs opérations avec impunité. On ne sait pas si l'on peut dire, à la lumière des opérations à succès menées par la PNH, ces derniers jours, si les bandits, qui se livrent à ces actes criminels, vont avoir, désormais, une lourde tribu à payer pour leurs actes : leur vie. En tout cas, il y a fort à parier qu'ils ne vont plus mener leurs activités criminelles avec impunité.

Croix des Bouquets de nouveau théâtre d'action contre les bandits

Le même jour, des agents de la Police nationale ont lancé une opération à Duval, commune de Croix des Bouquets, qui s'est soldée par l'arrestation de Donald, ainsi connu. Ce dernier, un membre de 400 Mawozo, gang armé opérant dans cette commune, qui sème la mort au quotidien, en sus de perpétrer des kidnappings, très souvent en série (des mini-vans et des autobus remplis de passagers circulant dans l'aire de Croix des Bouquets et sur la route menant à Malpasse, sur la frontière avec la République dominicaine).

Donald était, lui aussi, activement recherché par la Police, pour son rôle présumé dans l'assassinat du commissaire Auguste Ismagne, à La Tremblay, com-

Suite en page 5

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Paul Farmer, le médecin-philanthrope, est décédé au Rwanda

Une nouvelle foudroyante est bombée, le lundi, 21 février : ***Paul Farmer est mort.*** Cela a été comme une traînée de poudre dans la communauté haïtienne de par le monde, car le nom de Paul Farmer, sans l'Edward, son deuxième prénom, est synonyme de bienfaisance en matière de santé, et pas seulement pour les Haïtiens, mais pour d'autres aussi, surtout dans plusieurs pays de l'Afrique, ayant dédié sa vie au service des démunis.

En effet, *Partners in Health/ Zanmi la Sante,* l'organisation qu'il a fondée depuis 1987, avec son siège social à Boston, a vite confirmé la nouvelle. Il est mort dans son sommeil d'une crise cardiaque, à Kigali, au Rwanda, en Afrique de l'Ouest, où il s'y était établi après le génocide de 1994. Né le 26 octobre 1959, il n'avait que 62 ans.

À sa veuve, née Didi Bertrand, sa fille Catherine, 24 ans, ainsi qu'à son fils Sébastian et sa fille, Elizabeth, les deux ayant 14 ans, ainsi qu'à tous ses amis et alliés un peu partout, les directeurs d'*Haïti-Observateur* présentent leurs condoléances émues. Une légende nous a laissés, un vrai « *Papa bon cœur* », diront les Haïtiens de toutes les tendances, qui l'ont vu à l'œuvre au pays.

Assurément, on se demande si les deux derniers enfants sont des jumeaux, car ayant le même âge, 14 ans. C'est encore le mystérieux chez ce couple – Didi Bertrand est Haïtienne —, qui a mené une vie exemplaire à côté du feu son mari. Nos remerciements à Bella English, journaliste du *Boston Globe*, qui avait interviewé le Dr. Farmer, en 2008, au Rwanda, de nous éclairer la lanterne quant à cette famille.

Lors de la visite de Bella English, en Afrique, Mme Didi Bertrand Farmer avait son fils de deux mois et sa fille de six mois. À l'époque, enceinte de son fils, elle se trouvait à l'hôpital *Rwinskavu,* œuvre du Dr. Farmer, quand elle a appris qu'une petite fille a été abandonnée à l'hôpital. Elle appela son mari pour lui dire qu'elle amenait la petite à la maison. Et Paul Farmer d'acquiescer sans maugréer. Telle est l'histoire d'Elizabeth, qui avait six mois, et de Sébastian, deux mois, quand Bella English visita la famille, en 2008.

Paul Farmer aura développé sa vision d'apôtre international de la santé alors qu'il n'avait que 24 ans, en 1983, pendant qu'il visitait le prêtre épiscopal Fritz Lafontant, dans la communauté rurale de Cangé, au Plateau Central, en Haïti. Les gens souffraient de maladies qu'il disait « *curables* ». Devenu l'ami de Thomas White, dit Tom, un homme d'affaires et philanthrope, 40 ans plus âgé que lui, il l'intéressa à visiter Cangé, où le jeune Paul Farmer s'était donné comme tâche de réaliser le « *Projet Pain* ». Les femmes ne devaient pas se déplacer des dizaines de kilomètres, disait-il, pour se pourvoir en pain pour leurs familles. Ainsi, la communauté fut dotée d'un four spécial dédié à la zone. C'est dire qu'il veillait, non seulement à la santé de la communauté, mais réalisait des projets d'agriculture, surtout de reboisement et autres, l'intéressait.

Revenu à Boston, où il étudiait, il a maintenu ses contacts avec M. White auquel il communiquait sa vision en faveur des pauvres. De concert avec ce dernier et d'autres, ils créèrent *Partners in Health*, en 1987, avec un capital d'un million de dollars investi par M. White, alors que lui, il continuait ses études, se spécialisant dans l'étude des maladies infectieuses. Aussi deviendra-t-il un combattant contre des pandémies, comme le SIDA, le choléra, l'Ebola et, récemment, contre la COVID-19.

Médecin diplômé de la prestigieuse faculté de médecine de Harvard, il est aussi docteur en philosophie (PhD) dans le domaine d'anthropologie avec spécialisation santé, l'homme au grand cœur aura laissé ses empreintes, ici et là, soit comme professeur, à Harvard, président du département « *Global Health & Social Medecine* » de l'Université, fondateur d'hôpitaux, en Haïti et en Afrique, surtout au Rwanda, et bien d'autres. Il avait pour philosophie : mettre la santé à la portée des démunis.

On dira que Paul Farmer a un peu de sang haïtien dans les veines. En effet, en 1996, il épousa Didi Bertrand, la fille d'un ami médecin, elle aussi anthropologue médical et spécialiste en soins de santé communautaires. Bien qu'ils aient établi leur base au Rwanda, où Paul Farmer a été investi de la citoyenneté rwandaise, Haïti demeure pour lui son point de départ avec *Partners in Health/Zanmi La Sante*. Son nom sera à jamais gravé dans

Dr Paul Farmer

l'histoire d'Haïti comme étant celui qui a permis au pays d'avoir un hôpital de renommée nationale.

En effet, l'Hôpital universitaire de Mirebalais a reçu le bre-

Vladimir Putin continue de foncer sur l'Ukraine.

vet d'accréditation du groupe mondial en la matière, au mois de janvier 2020, comme étant une institution universitaire de haute qualité. Or cette institution, inaugurée en 2012, après le tremblement de terre, a coûté USD 17 millions $ (17 000 000,00 $), tandis que les corrompus, dit « *grands mangeurs* », d'Haïti, s'enrichissaient avec les USD 4,2 milliards $ (4 200 000 000,00 $) du Fonds PetroCaribe. Je ne cesserai de répéter qu'avec 4 %, soit 170 millions de dollars (170 000 000,00 $) des montants détournés et volés de PetroCaribe, on aurait pu construire un hôpital similaire à celui de Mirebalais dans chacun des 10 départements du pays. C'est criminel, mais ceux qui ont commis ce crime et tant d'autres jouissent de l'impunité en Haïti, un pays à la dérive.

Nous disons merci, au Dr. Farmer, d'avoir donné le tout de lui-même pour soulager la peine des pauvres et d'avoir prêché d'exemple. Paix à son âme !

Haïti à la une, la semaine dernière, aux États-Unis

Ceci a commencé, le 16 février, avec la lettre du Congrès américain, signée de 102 députés (Congress members) et sénateurs, la plupart tous des démocrates, au président Joe Biden, pour dénoncer sa politique à l'encontre des réfugiés de la race noire, tout en prenant l'exemple d'Haïti comme référence, tout en déclarant que « *cela doit changer* ». Voir la rubrique en anglais HAPPENINGS pour plus de détails.

Aussi dans cette rubrique, l'organisation ***WOLA,*** qui se réclame défenseuse des droits humains dans les Amériques, a mis l'accent sur le fait que depuis sa prise de pouvoir, en janvier 2021, l'administration Biden a déporté au pays plus de 20 000 Haïtiens, qui avaient fui l'enfer qu'est devenu Haïti. Dans une manchette, WOLA frappe l'imagination par ces mots : « *La tragédie d'une date (le 18 février), le 20e mille a été atteint* » quand le « *198e vol de personnes déportées* » fut enregistré, tout en soulignant « *161 de ses vols, avec 17 900 à bord depuis cinq mois, soit le 19 septembre* ».

De plus en plus, le président Biden voit exposée son antipathie envers les Haïtiens, bien que lors de sa campagne électorale, au mois de novembre 2020, on le voyait à genoux, à « Little Haiti », à Miami, implorant les Haïtiens de ne pas retenir contre lui ces actions d'antan.

Assurément, les électeurs haïtiano-américains se souviendront, lors des prochaines élections, de sa politique migratoire envers les réfugiés haïtiens. Mais tous les démocrates ne sont pas logés à la même enseigne, telle que démontré par la lettre des législateurs adressée à leur président. À prendre en considération lors des élections dites de « mi-mandat » cette année.

***À la séance du Conseil de sécurité des Nations Unies* (ONU)**

Vendredi dernier, 18 février, un rapport de 17 pages rédigé par Helen Ruth Meagher La Lime, la représentante du secrétaire général de l'organisation internationale, fait souciller. Car admettant que « *les gangs continuent de plonger le pays dans le désarroi* », elle constate, toutefois, quelque « *progrès* », suite au changement de cabinet opéré en novembre, par le Premier ministre Ariel Henry. En lisant son propre rapport, son hypocrisie saute aux yeux. Voir la conclusion de HAPPENINGS ainsi que les éditoriaux, en français et en anglais, (pages 10 et 11) concernant ***« La méfiance justifiée à l'égard de l'ONU ».***

ANNONCE

***À tous ceux et celles qui lisent cette note :** Si vous connaissez Yannick Philippe ou son fils Ricardo Duvert, âgé plus de 18 ans maintenant, veuillez leur demander d'appeler Raymond Joseph, au 301-335-5063, pour affaire les concernant. Merci !

***To all reading this:** If you were to know Yannick Philippe or her son Ricardo Duvert, over 18 years old now, please have them call Raymond Joseph, at 301-335-5063. Thanks !

BRIÈVEMENT

***La construction du mur entre la République dominicaine et Haïti est entamée**

C'est dimanche, 20 février que le président Luis Abinader a lancé le projet de construction d'une muraille sur la moitié, soit 164 kilomètres des 392 kms séparant les deux pays de l'île d'Haïti, Hispaniola pour les Dominicains. C'est à Dajabón, ville frontière de Ouanaminthe, qu'a eu lieu le coup d'envoi, où M. Abinader a déversé les premiers pelletés de mortier au ciment dans la fondation.

Tel qu'annoncé auparavant, par cette action, le chef d'État du pays voisin vise à mettre fin à l'immigration illégale, enrayer la contrebande de produits, d'armes et de stupéfiants et mettre fin aux crimes transfrontaliers.

Le mur, de 20 centimètres d'épaisseur, 3 mètres de hauteur, sera dotée de fibres optiques, de capteurs électroniques, de caméras et de drones dans l'espace aérien. De plus 71 tours de surveillance et 41 portes d'entrée sont envisagées. Symboliquement, le président a signalé la séparation complète de son pays d'Haïti, 178 ans après s'être déclaré indépendant de la première république noire, le 27 février 1844. Au plus tard, d'ici neuf mois, la première phase du projet sera complétée, a-t-il promis.

***À l'autre bout du monde, le président russe se donne un prétexte pour lancer l'invasion de l'Ukraine**

C'est le lundi 21 février, de très tôt, que le président Vladimir Putin a annoncé la reconnaissan-

Suite en page 8

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 4

LA CORRUPTION DÉFINITIVEMENT ENRACINÉE À LA DOUANE

Le DG Romel Bell y installe des infrastructures à long terme

Les fonctionnaires suspectés de combattre ce fléau censurés... Au moins 160 transferts effectués...

Suite de la page 1

contre ce fléau. Des dizaines de ces derniers auraient été transférés à des postes éloignés des domaines de leurs spécialités, à Port-au-Prince, ce dernier présumant qu'ils sont à l'origine des révélations relatives aux vols de revenus collectés, qui sont versés illégalement à l'ex-président PHTKiste.

En effet, sous l'administration de M. Bell, pas de place à l'AGD pour ceux qui gênent l'évolution des pratiques de la corruption. Aussi, au lieu d'annoncer des dispositions pour arrêter les détournements de fonds publics dénoncés à l'institution qu'il dirige, il s'en prend carrément à tous les agents suspectés de gestes anti-corruption. S'il tarde encore à les mettre en disponibilité, c'est par crainte d'une mobilisation générale, qui risquerait de déclencher un gros scandale, voire même la perte de sa fonction. Aussi commence-t-il par appliquer contre eux l'option des « *transferts* ».

Le directeur général de cette agence étatique a fait l'objet de dénonciations, dans la presse haïtienne, faisant état de détournements de fonds effectués au profit de l'ex-président Michel Martelly. Des sources généralement crédibles ont révélé que la somme de USD 3 millions $, provenant des recettes de l'AGD, est versée tous les mois à ce dernier, soit USD 36 millions l'an. Ces prélèvements mensuels commençaient à s'effectuer, sous Jovenel Moïse, mais étaient répartis en deux versements mensuels, qui étaient, au début, partagés également entre Martelly et l'ex-première dame, Martine Marie Étienne Joseph Moïse. Mais tel que précédemment annoncé, celle-ci a cessé de bénéficier de ces allocations, après l'assassinat de son mari, se retrouvant en porte à faux par rapport au Premier ministre de facto, Ariel Henry qui, en guise de représailles contre les attaques de la défunte de son patron contre lui, par le biais de l'ex-chancelier Claude Joseph, a décidé de mettre fin à cette pratique. Apparemment, à l'instigation de l'ancien président, toute la somme détournée lui était désormais versée.

Ne pouvant déterminer l'identité de la personne ou des personne ayant fait les révélations dommageables à la presse concernant les millions détournés au profit de Michel Martelly, Romel Bell frappe à la Don Quichotte, effectuant des transferts à la chaine, au sein de l'AGD. Cette décision aura certainement pour effet de contrarier le bon fonctionnement de l'institution, les fonctionnaires compétents et expérimentés ayant été, dès lors, remplacés par d'autres apparemment liés par clientélisme au directeur général. Cela démontre le souci de M. Bell de créer les conditions de perpétuer la corruption, en tant que partie intégrante de la gestion du pouvoir, selon l'idéologie PHTKiste. Une manière d'en assurer l'uniformité administrative du système étatique. Autrement dit, la corruption est la norme, la politique officielle l'entend ainsi.

La guerre décrétée contre l'anti-corruption à l'AGD

Une semaine après qu'aient été faites, dans la presse, les dénonciations relatives aux USD 3 millions versés à Martelly, Romel Bell s'est mobilisé, en vue d'éradiquer le « *virus* » de l'anti-corruption à l'AGD, c'est-à-dire isoler, en les transférant, tous ceux suspectés d'avoir dénoncé les dérives de la AGD à la presse. Mais il semble que la stratégie pro-corruption, qu'il a lancée, ait une application sélective. Car Romel Bell s'accommode fort bien de la corruption flagrante et de grande envergure régnant en maître à l'Administration générale des Douanes. Il s'agit des entreprises privées proches du pouvoir bénéficiant de dizaines de USD millions $ de franchises douanières, une situation que le dirigeant de l'AGD estime normale, car ignorant souverainement les révélations qui ont été faites, par rapport aux plus de USD 80 millions $ de taxes, dont bénéficient les frères Deeb, par le truchement de Reynold, le principal gérant de leurs entreprises.

Si, à l'instar des Deeb, d'autres hommes d'affaires tirent profit des franchises douanières, dans les mêmes conditions, c'est-à-dire « *en partenariat* » avec les hommes du pouvoir, à plusieurs niveaux, ceux-là en tirent la part du lion. Car, ayant créé plusieurs sociétés fonctionnant en même temps, ils profitent d'une multitude de créneaux d'exploitation de franchises douanières. Mais, des fonctionnaires de l'AGD révoltés par les abus dont est victime cette institution, en raison des excès de ce privilège par les autorités du pays, font croire que des chefs d'entreprise, comme les Deeb, Marzouka, Farah, etc. s'enrichissent sur le dos du peuple haïtien. Avec des millions de dollars de franchises qu'ils obtiennent de leurs alliés du gouvernement, ils sont en mesure de réaliser de gros profits.

Quand on parle de franchises douanières, Reynold Deeb l'emporte sur quasiment tous les autres hommes d'affaires, bénéficiant de ces avantages. Surtout

Reynold Deeb

parce qu'il élève son influence sur le fonctionnement de l'AGD à un niveau supérieur. Car, non seulement il nomme le directeur général de l'institution, en raison de son influence sur les décideurs politiques, il contrôle l'administration de l'AGD en général. Selon des sources internes de celle-ci, les produits distribués par Reynold Deeb se vendent moins chers que ceux de ses compétiteurs. Cela est possible parce que payant très peu de taxes sur ses importations, il est en mesure d'offrir ses marchandises à des prix que les autres ne peuvent concurrencer.

Au fait, ces mêmes sources ont révélé que, encore grâce à son influence sur le fonctionnement de l'AGD, il est en mesure de «*garder en otages* », à la Douane, les marchandises de ses concurrents, alors que les siennes sont en distribution librement et de manière ponctuelle. Ce qui résulte, bien souvent, à ses concurrents cédant à ses pressions de vendre leurs marchandises à vil prix, en tout cas, à bas prix, pour éviter de tout perdre.

De cette manière, à moins que les concurrents de Reynold Deeb soient des amis (ou des alliés), se lancer dans la vente des mêmes produits qu'il distribue constitue une véritable gageure. Pour éviter cette situation fâcheuse, certains compétiteurs sont forcés de vendre leurs compagnies ou d'abandonner tout bonnement l'activité commerciale qu'ils menaient. Dans le monde des affaires, en Haïti, d'aucuns disent que la majorité des hommes d'affaires, particulièrement ceux engagés dans l'importation de produits vendus au détail, ont une peur bleue de M. Deeb, craignant d'être obligés de fermer boutique.

Selon toute vraisemblance, cette crainte se justifie par le fait que brassant plusieurs entreprises à la fois, les frères Deeb traitent une importante quantité de liquidité, pour des raisons bien évidentes, car réalisant leurs profits hors taxes. Cela traduit un besoin constant d'investir dans de nouvelles entreprises, histoire de trouver des opportunités de placement de leurs capitaux, pour éviter d'attirer trop d'attention. Ou bien de ne pas être obligés de justifier l'origine de certains fonds acquis de manière non orthodoxe.

Reynold Deeb se défend contre les jaloux

Interrogé concernant toutes les accusations véhiculées contre lui, et qui semblent gagner de jour en jour du terrain, Reynold Deeb se donne toujours une ligne de défense. Il s'en prend aux « *jaloux*» le critiquent à cause de ses succès. Il semble ne pas tenir compte du fait que tous les hommes d'affaires du pays n'utilisent pas la même technique que lui en affaires, c'est-à-dire créer les conditions pour bénéficier de franchises douanières. De toute évidence, presque toutes les entreprises des frères Deeb se basent sur l'importation de produits. Ce qui fait d'eux de gros clients de la Douane.

Comme dit le proverbe, toutes les bonnes — ou mauvaises — choses ont une fin. C'est peut-être en prévision de ce moment qu'ils ont placé beaucoup d'argent à l'étranger, surtout dans les pays d'origine de leurs parents. En attendant, eux et les hommes d'affaires du même acabit qu'eux, profitent de la présence de mercenaires aux commandes de la République pour s'enrichir, souhaitant que ces derniers restent en poste en permanence.

Une fière chandelle à Kilo Saint-Rémy

De toute évidence, la richesse des frères Deeb, principalement de Reynold, s'est multipliée exponentiellement avec l'avènement de Michel Martelly au pouvoir. Dans les milieux proches du clan de l'ex-président musicien, on fait croire que Charles Saint-Rémy, dit Kiko, serait à l'origine de l'influence dont jouit Reynold Deeb à l'Administration générale des Douanes, dont il est devenu incontestablement le patron.

En effet, on affirme que le beau-frère de Sweet Mickey avait plaidé la cause de M. Deeb, auprès de l'ex-président, exhortant ce dernier à collaborer avec lui, car il serait prêt à le « *récompenser richement* », en guise de paiement des « *bonnes décisions*» qu'il aurait prises en sa faveur. Depuis lors, les dirigeants de l'AGD sont assujettis aux ordres de Reynold Deeb pour le tenir informé des importations de ses concurrents, ayant même les possibilités d'avoir accès aux documents de ces derniers. Pour avoir ainsi contribué à l'enrichissement de sa famille, sans doute M. Deeb doit une fière chancelle à Kiko Saint-Rémy. En tout cas, l'entreprenant Reynold Deeb, provenant d'une humble famille, a su trouver la formule idéale pour construire sa fortune à très brève échéance.

De toute évidence, les avantages dont bénéficient les Deeb à la Douane dépassent de cent coudées les USD 3 millions $ transférés chaque mois à Martelly. Voilà donc pourquoi Romel Bell s'est empressé de transférer les « *espions* » logés en tapinois, au sein de l'AGD. Mais il faut croire que cette décision prise à l'encontre de ces 160 fonctionnaires n'a pas été prise à l'insu du Premier ministre de facto. Surtout qu'Ariel Henry était fortement impliqué dans le marché conclu avec Reynold Deeb, au profit des meneurs du Secteur démocratique et populaire (SDP), à l'occasion du tremblement de terre mortel qui a frappé le Grand Sud.

À l'initiative de M. Henry, cette équipe de politiciens ont reçu des containers de produits vendus par les Deeb, pour être distribués aux sinistrés, en sus de véhicules, moyennant que l'homme d'affaires voie s'augmenter le pourcentage des franchises qui lui sont octroyées.

Mais ne serait-il pas temps que Romel Bell informe la nation du chiffre des pertes subies par l'AGD, en termes de franchises indument octroyées. Cela est d'autant plus nécessaire que pour l'exercice fiscale 2017-2018 il avait chiffré les pertes de l'État dans ce secteur à 19 milliards de gourdes ?

L.J

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 5

IN MEMORIAM

Personal Remembrance of Dr. Paul Farmer

By Hugh Locke

Part of what made Paul so effective was that his vision was balanced by a rigorous pragmatism and attention to detail. We came to know each other through our respective work in Haiti, and I would like to share one example of his pragmatism in action.I called Paul around 9:00pm on October 22, 2010 and was embarrassed to have reached him in the middle of the night in Rwanda. He assured me it was ok because he was up anyway and helping to coordinate the initial response by Partners in Health (PIH) to the rapidly escalating cholera pandemic that had just broken out in Haiti's Artibonite Valley. I had called him to ask if there was anything the Yéle Haiti organization could do to help out, as I was then its president.Paul explained that PIH was looking for a source of fresh water because local sources had been contaminated and were in fact spreading cholera. As it happened, Yéle was using a fleet of 14 tanker trucks to deliver a total of 34,000 gallons of clean water a day to various tent camps that had sprung up in Port-au-Prince following the devastating earthquake there in January of 2010.I explained that we could divert half that amount, or 17,000 gallons a day, and deliver it to the Artibonite Valley on instructions from PIH. At that point, I assumed it would take a few days to get the logistics in place. But Paul asked that I call him back in an hour, which I did.In that short interval he had set up the whole operation with his team in Haiti, and before midnight they had sent me a list of PIH representatives and local nurses and doctors who would meet the trucks at several different coordinates the following morning. I relayed this list immediately to the Yéle team and by noon on October 23rd a fleet of trucks left Port-au-Prince traveling north in a convoy. One by one, the trucks veered off to meet their respective health professionals and then be guided to their final destinations nearby. The trucks were met with applause from people for whom this was the first clean water to arrive since the outbreak.Over the course of the next month and a half, PIH sent a list before midnight each day and the following morning the convoy headed north. The destinations varied, sometimes as many as 10 different locations, but always there was a grateful doctor or nurse waiting to meet each truck and guide them to various makeshift emergency cholera treatment centers nearby. The volume of water we delivered was reduced by half for an additional month, but the whole operation ran from the start on Paul's original plan that had taken him an hour to put in place remotely from Rwanda.I cannot recount this story without mentioning the Yéle team that accompanied the water trucks. At the outset, they were frightened, as was the whole country. Rumors were spreading that the disease was air borne. This was not accurate, but people were panicking. To their credit, the Yéle team donned facemasks and rubber gloves and did not hesitate to go into the infected area.I should mention that Paul also had a good sense of humor, and sometime later, we had a good laugh about one particular detail of the water operation.The first convoy had been ready to head out at dawn on October 23rd, but they were delayed because it was reported on the radio that the main highway leading north from Port-au-Prince had been closed by the government in order to quarantine the outbreak. Other reports indicated that only vehicles with a government-issued travel document, known as a 'laissez-passer', could ge through. At that point, I used my laptop to create a very official looking laissez-passer replete with the logos of the Haitian Ministry of Health, Partners in Health and Yéle. Once that was printed and taped to the windows of each water tanker, the fleet was on its way and were waved through the barricades that day and for the months that followed. I later apologized to Paul for using his logo without permission, at which point he put his arm around my shoulders as we both laughed.I will miss you, my friend!

Dr. Farmer talks with a nurse and a patient at the Koidu Government Hospital in Kono District, Sierra Leone. Photo by John Ra-Partners In Health.

LA PNH MOBILISÉE CONTRE LES AGENTS DE L'INSÉCURITÉ

Dernières opérations : 2 bandits abattus à Turgeau...

D'autres actions menées à Croix des Bouquets...

Suite de la page 2

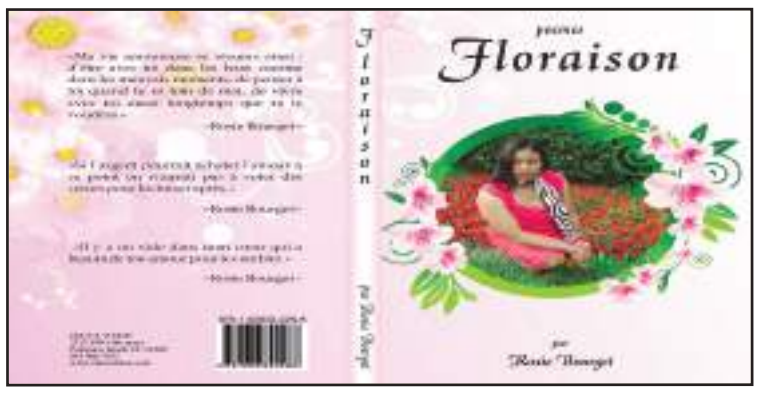
mune de Croix des Bouquets, ainsi qu'un policier attaché à la brigade CIMO.

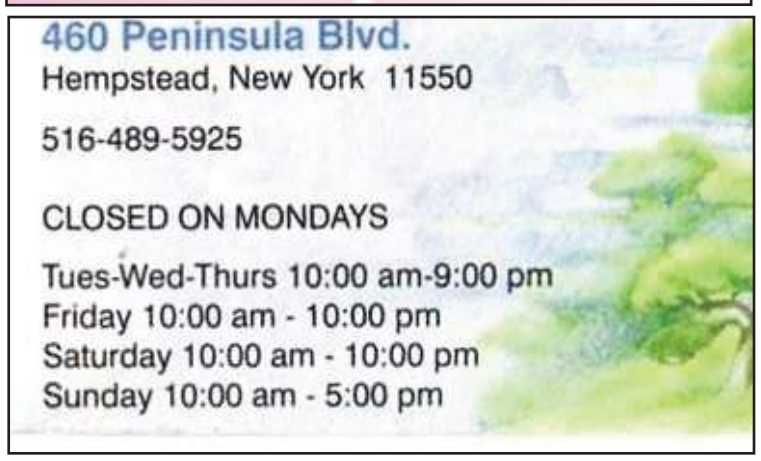
Dans le même temps, des sources policières ont révélé que quatre autres membres de 400 Mawozo ont été interpellés par des membres de la PNH au moment où ils tentaient de s'échapper par la frontière haïtiano-dominicaine.

Ces épisodes de membres de 400 Mawozo fuyant les opérations de la Police ou cherchant, d'une manière ou d'une autre, à se mettre à couvert, devient une affaire récurrente. Si aujourd'hui ils ont essayé de se sauver en traversant de l'autre côté de la frontière, une autre fois ils prenaient refuge dans des maisons privées essayant d'utiliser les membres des familles comme boucliers.

On se demande si, à la lumière des récentes sorties de la Police contre les bandes armées, dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, au cours desquelles des criminels sont tués ou interpellés, il est trop tôt pour crier victoire, en tout cas pour se frotter les mains de satisfaction. Il semble qu'il soit plus sage d'attendre, encore quelque temps, pour observer si les forces de l'ordre vont continuer à collecter des victoires.

L.J.





Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Ak youn ekip malfèktè opouvwa, pa ka gen jistis !

Pawòl Bib la di: « *La justice élève une nation, mais le péché est la honte des peuples* ». Se vre, si gen jistis, sa fè lonnè peyi a, se toupatou y ap pale de byen de sa k ap pase ladan l. Konsa tou, lè se malfèktè ki anchaj, pa gen bouch pou pale, se lawont. Gen de Ayisyen ki pa menm vle kite sitwayen lòt peyi konnen ki kote yo soti, tèlman yo wont de peyi yo. Antouka, mwen pa younn ladan yo, paske Ayiti ekri nan fontenn tèt mwen, an lèt majiskil. Epi l twò ta pou se kounnye a pou m ta bay peyi a do.

Men, mwen p ap pale de gang, ki bay peyi a move non. Se toupatou nan lemonn ke Ayiti se nimewo 1 nan kesyon gang nan. Dayè, sa deja pibliye nan tout gwo jounal ak revi ke gang kontwole mwatye peyi Desalin nan. Gen de zòn, tankou Matisan, la a anba bouch swa-dizan otorite Pòtoprens yo, sou Wout nasyonal nimewo 2 a, ki sou kontwòl gang depi premye jen, anvan yo te ansasinen prezidan de fakto a, Jovenel Moïse (Jovnèl Moyiz). Gang koupe tranzaksyon ant kapital la ak 4 depatman epi 3 gwo vil nan depatman Lwès la, Leogán, Gran Gwav ak Ti Gwav, ki depann de Pòtoprens.

La tou m tande mounn k ap di yo deja konn tout bagay sa yo, poukisa m ap reveye « *le chat qui dort* », jan yo di an franse a. Enben se kabouya ki pase nan zafè lajistis semèn pase a, ki fè m tounen sou sijè sa a. Mwen te menm bliye si « La Cour de cassation » pa t an fonksyon ankò, depi plis pase youn lane. Se dènye deblozay ant ekip Lajistis la ki vin reveye m nan dòmi m te ye sou kesyon an.

Mèkredi pase, ki te 16 fevriye, minis Lajistis la, Bertho Dorcé, ekri youn lèt bay Mesye « *Jean Robert Constant, secrétaire technique, Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ).* Li te voye youn lis ak non 9 kandida pou CSPJ a chwazi 3 ladan yo « *pour empêcher le dysfonctionnement de la Cour de cassation de la République* ». Eskize m si nou wè m ap melanje anpil franse ak kreyòl. Se paske m pa vle pou yo di se pa sa yo te di, se mwen ki konnfonn bagay yo.

Se yo menm menm, nan Lajistis, ki admèt, ekri nwa sou blan, ke pa gen sistèm jistis nan peyi a ankò. Se sa « *dysfonctionnement* » vle di. Sèl sa yo te fèt pou di, ke yo pa di, se depi kilè yo konstate sa. Yo wont di. Enben, gen plis pase youn lane depi se konsa l ye. Paske se depi sou prezidan de fakto yo ansasinen an ke yo te arete jij Yvickel Dabrézil, paske yo di li te nan konplo pou ansasinen prezidan Moyiz. Pi devan, prezidan an te revoke 2 lòt jij, menm lè Konstitisyon an di li pa ka manyen yo, paske yo « *inamovible* ». Se konsa franse bay li. Bounda nini ! Li revoke ni jij Mécène Jean-Louis ni Windelle Coq Thélot. Pi devan yo pral di Madan Coq te nan konplo ak Kolonbyen yo li te envite lakay li. Manti santi!

Men pou ki rezon yo younn pa ka fè pati « *Cour de cassation* ». Si pou youn rezon o youn lòt, gen soupson osijèl deyo a ke yo fè pati gwoup kriminèl yo pa ka ranplase prezidan si l oblije ale

jij ivikèl Dabrezil

nan dat 7 fevriye 2021, jan pou sa te fèt. Fòk nou konprann nou t ap mache sou 7 fevriye 2021, dat pou Jovnèl Moyiz te bay talon l, dapre sa Konstitisyon an te di. Fò n pa bliye tou COVID-19 te pase pran jij an chèf « *Cour de cassation* » an, René Sylvestre nan dat 23 jen. Donk, tout lòt jij Kasasyon, ki te ka ranplase l, te jwenn revokasyon yo. Kanta pou jij Dabrezil, li te gentan nan prizon. Se youn eskandal entènasyonal ki fè Moyiz lage l. Enben se depi lè sa a, an fevriye, ke « *la Cour de cassation* » *disfonksyonèl*. Se pa mwen ki di, men l ekri nan lèt minis Lajistis la.

M ap fè youn lòt ti remak mwen kwè ki gen anpil enpòtans. Sa gen pou wè ak minis Lajistis la, li menm. Avèk msye alatèt ministè sa a, ki younn nan ministè ki pi enpòtan, nou nan pi gwo deblozay toujou. Fò m fè n sonje ke nou te deblatere tout dosye msye lè Aryèl Anri te nonmen l nan pòs la. Pou rafrechi memwa nou tout, m ap bay ti moso nan sa nou te ekri alega msye.

Ki diferans ki genyen ant *Bertho* epi *Bertaud* ?

Lè Premye minis de fakto a te chanje manm kabinè a, nan dat 28 novanm 2021, e li te vin ak Bertho Dorcé kòm minis Lajistis, nou te di li pa ta fè pèp la sa, vin mete youn ansyen kriminèl anchaj Lajistis. Se nan jounal ki te parèt nan dat 1-8 desanm 2021 an, nou te bay bonjan eksplikasyon sou minis sa a. Nou te fè konnen ke msye te gen gwo demele ak Lajistis lè l te jij nan Miragwán. Epi nou t al jwenn men msye nan youn zafè dwòg nan Aken tou.

Minis Jistis Bèto Dosé, ke yo konsidéré kom youn dekenkan.

Nou te fouye anpil, epi n te jwenn ke nan mwa novanm 1997 msye te fè youn ti tou prizon nan kesyon an. Men kòm se menm yo menm nan, lajan te bay anba tab epi msye lage san bri san kont.

Pi devan nou te vin jwenn minis Lajistis nou kounnye a kòm avoka ki t ap defann madanm Sonson Lafamilia (Woody Éthéart), nan youn dosye dwòg. Okontrè, msye te nan youn gwo kabouya ak konmisè gouvènman Pòtoprens lè sa a, defen Claudy

Jij Wendèl Kok Telo

Gassant, ki mouri Santo Domingo lane pase. Men kòm Sonson Lafamilia se asosye Michel/Michael Joseph Martelly, anyen pa janm rive l. Okontrè pou fèt Mateli nan kapital dominiken nan, lane pase, msye te fè pati ki t ap banbile ak zanmi l ki t oblijen al lòtbò fwontyè pou fete, akòz pwoblèm gang nan Pòtoprens. E kilès ki te kòmanse òganize gang yo si se pa t li menm ak Laurent Lamothe (Loran Lamòt) ? Ann kite sa.

Sa k pi bèl nan tout kesyon minis la, se lè nou te mande Mesye Anri, nan kòmansman mwa desanm ane pase a, èske l te fè youn ti envestigasyon pou konnen ki mounn li mete anchaj Lajistis la ? Si l te fè travay li, jan nou menm jouk nan Bwouklin nou te fè l, li t ap jwenn ke *Bertho* se pa non ki te nan premye batistè li te genyen an, se te *Bertaud*. Msye te chanje non an akòz dosye kriminèl sou premye non l nan. Mezanmi, men ki « *bandi legal* » ki anchaj Lajistis peyi Dayiti, younn nan pi gwo pozisyon nan administrasyon an. San dout *Bertho/Bertaud* se pyon gwo « *Bandi legal* » la li menm. Vrèman, pawòl franse a byen di «*Qui se ressemble s'assemble* », osnon an angle, « *Zwazo menm plimaj vole ansanm* ».

Deblozay ant minis Lajistis ak CSPJ

Kidonk, se sou mounn sa yo n ap konte pou fè Lajistis fonksyonnen ann Ayiti jansadwa ? Antouka ban m retounen sou CSPJ a, ak repons yo te voye bay minis Lajistis la. M ap bay lèt la jan yo ekri l la :

« *Me Bertho DORCÉ, Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, En son Ministère.*

« *Monsieur le Ministre,*

« *Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) vous adresse ses civilités et se référant à votre correspondance, en date de ce jour, MJ/SCGe/48, dans laquelle vous lui proposez une liste de neuf (9) Magistrats à choisir*

jij Jozèf Mesèn-Jan-Lwi

trois (3) d'entre eux pour être Juges de la Cour de Cassation aux fins d'empêcher son dysfonctionnement.

« *Réuni à l'extraordinaire, le Conseil a décidé, par une résolution, de ne pas donner suite à cette requête, vu que son rôle se limite seulement à donner son avis sur une liste déjà constituée, par qui de droit, de trois (3) candidats par poste, conformément à la législation en vigueur* ».

N ap kanpe la, san nou pa rantre nan bèl ti konklizyon kote mounn CSPJ yo bay youn ti kout grif kanmenm, lè yo di « *Dans l'attente de votre prompte réaction tenant compte d'un processus inclusif, équitable et transparent . . .* ».

Epi se konsa sa pawòl la pran lari jouk li rive vin jwenn mwen. Ēske tout mounn CSPJ pa fèt pou revoke pou lafason yo pa soti pou yo pase Kontitisyon an anba pye, jan y ap fè sa depi Tèt Kale PHTK yo pase pye aletriye sa fè 10 zan ? Paske jan mounn CSPJ yo di a, yo ta fèt pou resevwa lis pou yo apwouve jij Lakou kasasyon an deja prepare « *par qui de droit* » E selon Konstitisyon an se Sena a ki pou fè travay sa a an premye. Se pa yo ki pou chwazi. Se poutèt sa, yo p ap aksepte bay okenn koudmen nan vyole Konstitisyon an plis pase sa. Avrè di, CSPJ a pa di l konsa, men jan yo di l la « *ça revient au même* », jan yo di pawòl la an franse.

Alò, m ap retounen ak kesyon nou te poze depi nan kòmansman. Ēske nou ka koate sou bann malfèktè sa yo ki opouvwa ann Ayiti pou met Lajistis sou pye jansadwa ? Ēske peyi a p ap desann pi fon nan bafon twou kote l ye a ? Epi, m ap mete minis Lajistis la de kote, m ap pase pran Premye minis de fakto a dirèk dirèk. Ēske yo pa t revoke 3 jij « *Cour de cassation* », paske yo te sèlman soupsonnen yo te nan konplo pou ansasinen prezidan ? E li menm, ke yo jwenn prèv li te nan konfyolo ak Jospeh Félix Badio, òganizatè konplo a, kijan li ka kontinye nan pòs li ye a toujou ? Ēske li pa merite pran menm kout baton an ?

Mezanmi, sa klè tankou dlo kokoye. Nou pa ka nan kesyon de « *deux poids, deux mesures* » ak pèsonn. Kanta pou Aryèl Anri, sa pirèd toujou. Msye ta fèt pou anba kòd tousuit ! Fòk mesyedam Blan kominote entènasyonal yo, ki kanpe avè l jouk kounnye a, konnen ke yo se reselè, ka p kase fèy kouvri sa, Ayiti pa ka konte sou youn kriminèl pou vin mete peyi a sou wout Lajistis ak demokrasi. Amwens ke sa k ap repete deyò a se sa mesye Blanc yo ak malfèktè lakay yo ap fè vre : **DEMON**-*krasi* tèt drèt, san gad dèyè !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

based on certain facts and suspicions. On analyzing them, even the staunchest supporters of de facto Prime Minister Ariel Henry will agree that he must resign. Follow my reasoning.

Last Wednesday, February 16, Haiti's Minister of Justice and Public Safety, Bertho Dorcé, wrote to the "Superior Council of the Judiciary Police" (French acronym CSPJ), to ask their members to act speedily in choosing three (3) judges from a list of nine (9) submitted for the *"Cour de Cassation,"* as Haiti's Supreme Court is called, to solve a major problem: The ***"dysfunction"*** of the nation's highest court, a situation that has existed for a year this month.

Some cynics may even rejoice that there hasn't been any functioning Haiti's highest court, just as the late President Jovenel Moïse, who engineered its dysfunction, which has continued under his chosen prime minister. It was part of the late president's project of dismantling State institutions, while undertaking to rule as a despot, which he did—with international support.

Thus, on the eve of February 7, 2021, when his mandate was to end constitutionally, President Moïse "discovered" a bogus plot to overthrow him to be replaced by Justice Yvickel Dabrézil. Without any investigation, the judge was arrested and thrown in jail. Forget that the Justices of the Supreme Court are constitutionally "inamovibles" (untouchables). Only an international uproar saved him. He was eventually released. Two other judges who were also mentioned as potential successors to the president—Joseph Mécène Jean-Louis and Windelle Coq Thélot—, were unconstitutionally dismissed. As for the latter, she's accused of being involved in the plot to assassinate President Moïse. At one point, she had to hide because she was being hunted either for arrest or execution on the spot.

Back to the Minister of Justice and the CSPJ. The latter, based on constitutional grounds, refused to carry out the minister's demand. They so responded the same day. We're still awaiting the next move of the minister who, by the way, is a former jailbird, going back to November 1997 when he was involved in a drug case in Aquin, South Haiti. Then, a judge in Miragoane, he was in cahoots with some drug dealers. He's also a close aide of former President Michel/Michael Joseph Martelly, having also defended the wife of Sonson La Familia (Woody Ethéart) in a drug case to the point of having caused an uproar with then Port-au-Prince prosecutor Claudy Gassant, who died last year in the Dominican Republic. Moreover, after his jailing in 1997, our minister changed his surname from *Bertaud* to ***Bertho,*** wiping out a criminal dossier under his original name. Isn't it so? Ariel Henry paid no attention when these facts were brought to his attention. Understandably so, because he needs expert criminals in such a key position to protect other potential criminals –like him, for instance.

Consider the followings: Three judges of the Supreme Court were dismissed, one arrested and one being hunted, under suspicion of having being involved in plots against the president. In Ariel Henry's case, he has been tied to the mastermind of the assassination of President Moïse. Though he's denied it, there are the telephone logs proving that he was in communication with Joseph Felix Badio, prior to the assassination and about three hours after the act. He has been caught lying about his relationship to the main organizer of that horrible act. That's more than suspicion concerning him. Simple logic indicates that he must resign. More yet, he should be under lock and key. If not, at least under house arrest continually until there's a credible trial. Democracy can't operate on ***double standard,*** what in French we say ***"Deux poids, deux mesures."*** Unless what's happening in Haiti is **DEMON***cracy!*

If the judges were guilty just on suspicion, causing the dysfunction of Haitian justice at the highest level right up to this day, Ariel Henry is guilty, based on more than suspicion. And his backers should be ashamed of themselves for being accessories to the crime.

Unusual focus on Haiti this past week

Unplanned, no doubt, last week, Haiti was the focus of attention in some influential sectors in the United States that are concerned about a worsening situation, though "progress" was noted by the United Nations in a self-serving review of the situation.

To begin, in a letter to President Biden from Congress, signed by 102 Congressmembers and senators, they express their *"deep concern over the treatment of Black migrants,"* singling out *"Haitians [who] entered the United States at the Texas border at del Rio,"* last September, the mistreatment of whom by border patrol officials on horseback caused a major national –even international— scandal.

While mention is made to the mistreatment of Black asylum seekers in general, the treatment meted out to Haitians is what they referred to when pointing out the their *"longstanding concerns regarding the disparate treatment of Black migrants by immigration enforcement officials."* This was *"particularly evident in the historic mistreatment of Haitians"* going back to 1981 when interdiction on the high seas of Haitians began, they

Former Minister of Foreign Affaires Claude Joseph, a crusader against Prime Minister de facto Ariel Henry.

say. And over the *"next decade 25,000 asylum seekers were sent back to the island suffering under the rule of brutal U.S.-backed dictatorships."* They also pointed to the detention camp in Guantanamo, in eastern Cuba, by the first Bush Administration, under the guise of protecting the nation from HIV-positive men, women and children that were barred from entering the U.S. A decision which was reversed by a court decision.

The mistreatment of Haitians continued after the 2010 earthquake that killed more than 200,000 people, and made more than 1.5 million homeless. It's pointed out that, *"following a catastrophic earthquake and a massive cholera epidemic, deportations to Haiti continued, leading to at least one death,"*

After providing much information about the disparity in treatment of African and Caribbean asylum seekers from those of other nations, mentioning such countries as Cameroon and the Democratic Republic of Congo, the legislators, almost all Democrats, point fingers at the current Democratic administration for its wrong policy toward Haiti and Haitians. They write: *"We are deeply concerned that recent removals and expulsions of migrants to Haiti reflect a continuation of this disparate treatment. Last year, the Administration redesignated Haiti for TPS, halting, deportations for eligible Haitians, due to 'security concerns, social unrest, an increase in human rights abuses, staggering poverty, and lack of basic resources, which are exacerbated by the COVID-19 pandemic.'"*

The policy toward Haiti has to change, they write, and they refer to U.S. Special Envoy Daniel Foote, who, on September 23, resigned in protest, denouncing the *"inhumane and counterproductive decision to deport thousands of Haiti refugees."* In support of Ambassador Foote, they write: *"This was a clarion call for all of us who are frustrated with our current policy in Haiti. Haiti cannot safely accept the repatriation of its nationals, which is why we are so deeply concerned with the large-scale removals and expulsions of individuals back to Haiti. To that end, we are concerned that the Administration's use of the Title 42 authority is depriving legitimate asylum seekers the opportunity to pursue their claims, contrary to our obligations under international and domestic law."*

In conclusion, the legislators call for the *"conduct of a wholistic review of the disparate treatment of Black migrants"* by Homeland Security and the Department of Justice's Executive Office for Immigration (EOIR). But not before making a specific plea for an immigration policy change regarding Haitians: *"For Haitians, in particular, we must also be accountable for our political decisions and the decades of intervention by the United States, including a military occupation from 1915 to 1934, that has contributed to the political destabilization, impoverishment, and ecological vulnerability of Haiti—forces that compel Haitians to seek safety and refuge outside of their country."*

"A tragic milestone: 20,000th migrant deported to Haiti since Biden inauguration"

That was the headline, February 18, on a publication of **WOLA**, which defines itself as ***"Advocacy for Human Rights in the Americas."*** Last Friday, the WOLA story began: *"The Biden administration hit a sad and stunning milestone today. Aboard its 198th flight deporting or expelling people to Haiti this morning was the 20,000th migrant sent back to the Caribbean nation since inauguration Day."*

Some statistics attributed to the group "Witness at the Border," show that *"161 of those 198 planes carrying 17,900 people have been flown in just the 5 months since September 19. That was when over 10,000 mostly Haitian migrants appeared on the banks of the Rio Grande in Del Rio, Texas, asking for asylum or other forms of protection."*

Recalling *"the troubling images of Border Patrol agents mounted on horseback,"* chasing Haitians, WOLA also mentions that President Biden had called the treatment ***"horrible,"*** and Homeland Security Secretary Alejandro Mayorkas had said an investigation would *"be completed in days –not weeks."* Since then, *"we have heard no results on accountability."*

Deridingly, WOLA asserts: *"What has worked with devastating efficiency, though, are the flights. The Department of Homeland Security gave a $15 million no-bid contract to Geo Group, a very controversial for-profit migrant detention center operator, to manage the first flights to Port-au-Prince and Cap-Haïtien. The pace of expulsion flights has remained very rapid."* As it is, the deportation of Haitians is a profitable business, a source of enrichment for preferred friends. Indeed, corruption knows no borders!

Sounding like the U.S. legislators in their letter above, WOLA explains life in the Haiti to which the Biden administration is shipping those poor asylum seekers. Read on: *"The administration has sent these 20,000 individuals back to dire conditions in Haiti. Gang violence is so rampant that all are unsafe. 'Gang-related kidnappings and shootings have prevented aid groups from visiting parts of the capital, Port-au-Prince,' the Associated Press reported in December. 'A severe shortage of fuel also has kept agencies from operating at full capacity.' A State Department 'level 4' warning reads, 'Do not travel to Haiti due to kidnapping, crime, civil unrest, and COVID-19.'"*

After reviewing the catastrophes that have hit Haiti in the past year, including the assassination of Jovenel Moïse, the devastating August 14 earthquake and hurricane two days later in Haiti's Greater Southern region, WOLA castigates the administration in these terms: *"At this point, about 1 in every 575 people living in Haiti today was on a Biden administration expulsion or deportation plane during the past 13 months."* And the organization angrily states: *"This practice of sending very vulnerable people back to one of the world's poorest and most unsafe countries has to stop. The Title 42 expulsions, using a two-year pandemic as a thin pretext to avoid due process, needs to stop."*

At the UN Security Council meeting last Friday, "signs of progress" are noted by Ms. La Lime

Though the situation remains *"fraught and highly polarized"* since the assassination, last July 7, of President Jovenel Moïse, Helen Ruth Meagher La Lime,

Continued on page 14

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 8

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 3

nce de deux régions de l'Ukraine à forte population russe, sous le prétexte que le gouvernement de Kyev les avait menacées. La représentante des États-Unis, à l'ONU, Linda Thomas Greenfield, a vite demandé une réunion d'urgence, lundi soir, du Conseil de sécurité, au cours de laquelle elle a déclaré qu'en reconnaissant ces régions comme étant indépendantes, Putin « *se crée un prétexte pour une invasion* ».

En effet, hier, mardi, 22 février, le président russe a passé des ordres pour que ses troupes, « *dans le cadre d'une mission de paix* », prennent le contrôle des « *états dissidents* ». Ainsi, prend fin le long suspense, qui a commencé depuis le mois de mars 2021, quand des troupes russes commencèrent à investir la frontière russo-ukrainienne, jusqu'à atteindre 190 000 finalement.

Le même jour, le président Biden a annoncé une « *première ronde* » de sanctions contre la Russie, limitant l'accès aux banques russes à l'étranger, ainsi que leurs dettes souveraines qui affectent surtout les élites et l'industrie de l'énergie. L'Union européenne et la Grande Bretagne se sont solidarisé à Joe Biden, se disant prêt à imposer des sanctions encore plus sévères, si Vladimir Putin continue à monter les enchères, comme, par exemple, une invasion visant toute l'Ukraine.

Apparemment, les Américains ont mis fin aux négociations, car une réunion, prévue ce jeudi (demain) entre des diplomates des deux pays, est renvoyée *sine die* par Washington. On vit dans l'incertain quant au déroulement d'une guerre qui affecterait le monde entier, surtout que la Russie joue un rôle important dans le domaine de l'énergie. Par exemple, le prix à la pompe en subira l'impact.

De gauche à droite, Travis et Gregory McMichaels avec, Ahmaud Arbery, contemplent de longues années de réclusion.

***La sentence des trois Blancs dans le meurtre d'Ahmaud Arbery maintenue par un jury fédéral**

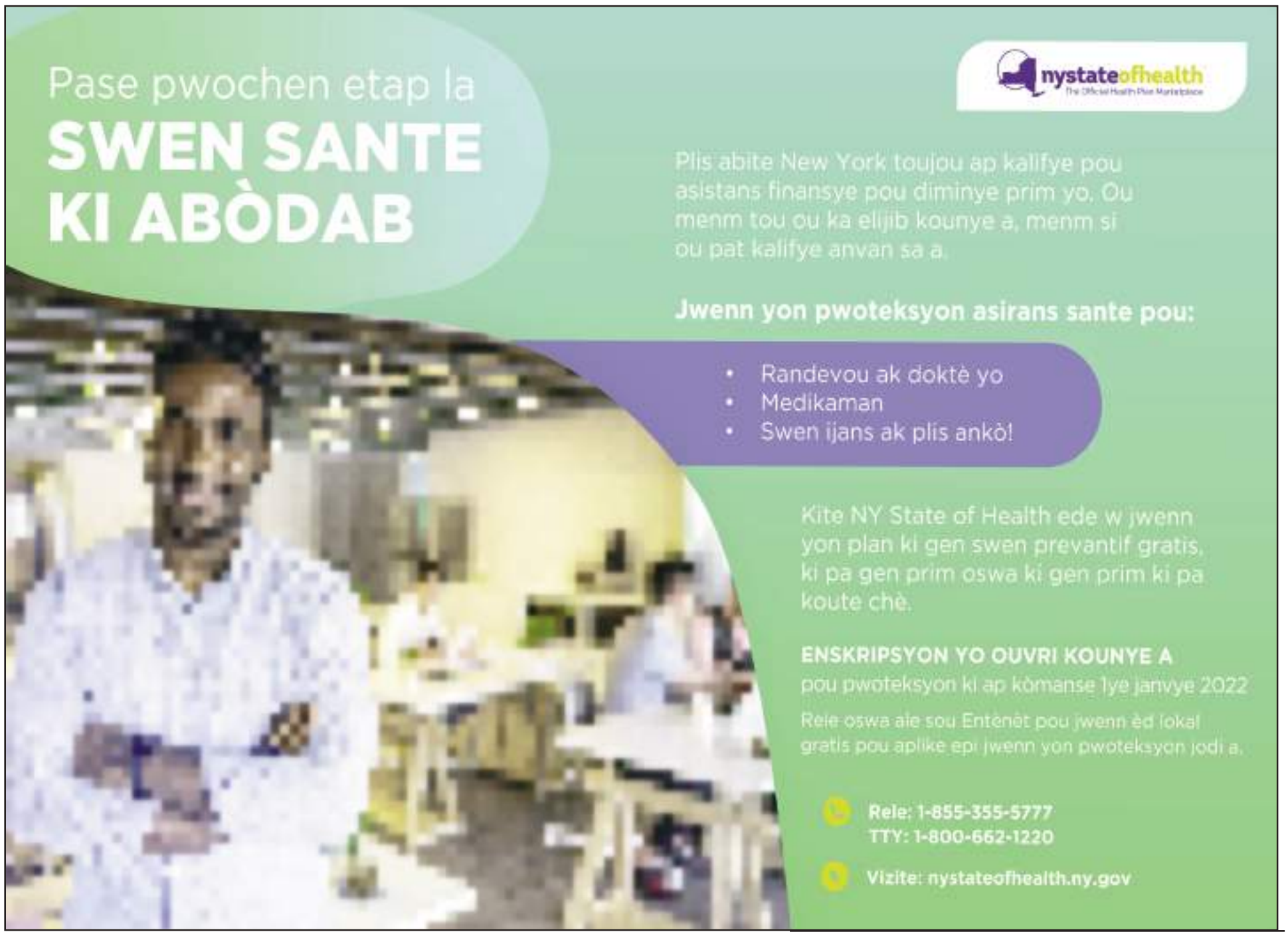
Hier, mardi 22 février, un jury fédéral, dans l'état sudiste de Georgie, délibérant sur la sentence de prison à vie déjà imposée par un tribunal local contre Travis McMichaels et son père Gregory McMichaels, ainsi qu'à l'encontre de leur voisin William Bryan, Roddi de son pseudonyme, est maintenue. Le jury trouve qu'ils étaient motivés par leur haine du jeune Noir, seulement sur la base de la couleur de sa peau. Les parents et amis de la victime ont de quoi se réjouir, car le verdict est rendu la veille même du forfait contre leur bien-aimé Ahmaud Arbery, 25 ans, qui a succombé aux balles des assassins, le 23 février 2020.

***Le salaire minimum de 685 gourdes, remplaçant 500 gourdes, mais bien en-deça des 1 500 gourdes exigées, n'est pas du tout satisfaisant**

Dès ce jour, mercredi, 23 février, les syndicats des travailleurs ont déclenché une grève de trois jours en Haïti, rejetant le salaire de 685 gourdes/jour adopté par le gouvernement, alors que leur demande était de 1 500/jour, pour faire face à l'inflation galopante et la perte de valeur de la gourde qui a dépassé la barre de 100 gourdes pour un dollar U.S.

Pourtant, le gaspillage continue avec trois millions de dollars/mois de la Douane à Michel/Michael Joseph Martels, surnommé « *Bandit égal* », 75 mille dollars/trimestre à une firme de lobbyistes à Washington pour soigner l'image de marque du Premier ministre de facto Ariel Henry et le soi-disant gouvernement qu'il dirige. Et les fonctionnaires de l'état ne sont pas payés durant des mois. « *Quelque chose doit changer dans ce pays* », de plus en plus sous le contrôle des gangs. Et je signe : « *Toutotant kesyon gang nan pa regle anyen p ap regle ann Ayiti* ».

Pierre Quiroule II
23 février 2022
raljo31@yahoo.com



Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 9

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 10

ÉDITORIAL

La reconstruction du Grand Sud : Méfiance justifiée à l'égard de l'ONU

Dans un passé récent, la nature a offert maintes opportunités de reconstruction à Haïti et de concrétiser ses ambitions de développement, qui ont été ratées. Si les dirigeants du pays se sont révélés partie prenante des intrigues politico-diplomatiques ayant contribué au gaspillage des fonds destinés à financer ces initiatives, la communauté internationale, en la personne des Nations Unies, quoi qu'elle dise et fasse, n'en n'est pas innocente. La méfiance constatée aujourd'hui à l'égard de l'organisme mondial, dans le cadre de la campagne de levée de fonds, en vue de la reconstruction du Grand Sud, est donc plus que justifiée.

Il faut reconnaître, au prime abord, que l'ONU, instrument des grands pays, notamment ceux qui s'érigent en « *bastions* » de la démocratie, se faisant les alliés d'une frange de politiciens et d'activistes haïtiens, est à l'origine des maux dont souffre le pays. Car, depuis la chute de la dictature, les ambassades étrangères et leurs complices nationaux ont piloté toutes les stratégies et manigancé les décisions qui ont affecté les différentes phases de la vie socio-politique haïtienne. On en veut pour preuve, pour commencer, la création des «*organisations populaires* » d'Aristide, qui, en réalité, se comportaient comme les gangs armés d'aujourd'hui. Aussi bien les assassinats politiques qu'ils ont perpétrés, ou par des policiers dévoyés plantés au sein de la Police nationale, sous les ordres d'Aristide. La liste est longue, mais citons en quelques-uns : pasteur Emmanuel Leroy, le journaliste Jean Léopold Dominique et Jean-Claude de Louissaint, le gardien de sa station de radio, l'entrepreneur Claude Bernard Lauture, l'avocate Mireille Durocher Bertin et son client Eugène Baillergeau; ainsi que le Dr Harry Bordes, les frères Arbouet (assassins à la solde d'Aristide assassinés pour assurer leur silence éternel), pour ne citer que ceux-là. Tous ces crimes, et bien d'autres, ont été commis sous le regard des troupes onusiennes déployées à travers tout le pays.

Aucun doute, le problème d'insécurité, en Haïti, n'est pas intervenu avec la présidence de Michel Martelly. Car sous Aristide, les assassins et les bandits responsables de tels actes ciblaient les victimes indiquées par le président Aristide. Établis dans le même esprit que les « *organisations populaires* », l'accomplissement des sales besognes commanditées exclusivement par le chef d'État, de nos jours, les gangs armés remplissent des rôles plus étendus. Assassinats, braquages, embuscades mortelles, vol à main armée et viol, le kidnapping devenu, désormais, un crime au quotidien, à travers la République. La croissance exponentielle, que connaît l'insécurité, s'explique par le fait que les bandits perpètrent des actes criminels commandités par différentes autorités du pays, en plus de ceux exigés par leurs propres intérêts. Toujours présente en Haïti, en vertu du mandat du Conseil de sécurité, l'ONU n'a rien fait pour combattre ni inhiber l'élan des gangs armés. Après toutes ces années, les différentes composantes de l'organisme international déployées dans notre pays, sont suprêmement absentes, face à l'insécurité généralisée. Autrement dit, devant le phénomène de l'insécurité, l'ONU = ZÉRO !

Un autre domaine dans lequel l'organisme international affiche son insignifiance, en Haïti, est celui de la maladie épidémique choléra. Importatrice de cette contagion, dans notre pays, l'institution internationale reste indifférente par rapport aux parents des victimes du choléra. Bien qu'elle ait reconnu sa responsabilité, eu égard à son importation par des porteurs onusiens originaires du Népal. Selon des rapports de presse, plus de 10 000 personnes ont été tuées par la maladie, dont le nombre réel pourrait atteindre au moins 30 000, sans oublier les plus de 800 000 infectées. Selon le rapport de Philip Alston, le coût de la compensation attribuable aux victimes et à leurs familles est estimé à USD 40 milliards $. Cette somme ne tient pas compte des cas qui n'ont pas été officiellement répertoriés et ceux de personnes susceptibles d'être infectées. On retiendra que cela représente près du budget annuel de l'ONU multiplié par cinq. Rappelons aussi que Philip Alston est professeur de Droit, à NYU, et rapporteur de la pauvreté extrême et des droits humains.

Mais, à côté des allocations d'ordre cosmétique, notamment du matériel pour la décontamination de l'eau et d'autres mesures préventives contre cette épidémie, l'ONU reste totalement indifférente par rapport aux moyens relatifs à la compensation des victimes du choléra. Ici encore, Haïti s'est vu rouler dans la farine par les Nations Unies.

En effet, suite à la dévastation occasionnée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010, l'ONU avait mobilisé toutes ses ressources, en vue de la reconstruction des infrastructures détruites, et réparer celles qui ont été sérieusement endommagées. D'où le lancement, le 30 mars, 2010, de la campagne de souscription de fonds par l'organisme international, auprès des États membres, pour financer la « *reconstruction d'Haïti* ». Des plus de USD 10 milliards $ promis, au moins USD 5 milliards ont servi à constituer le «*Fonds de reconstruction d'Haïti* » (FRH), dont l'ex-président démocrate américain Bill Clinton, et le Premier ministre du président René Préval, Jean Max Bellerive, ont été co-présidents. Avec la bénédiction de ces derniers, des compagnies privées ont collecté des millions, tandis que les amis des décideurs, en ce qui concerne les compagnies de construction, se sont enrichis.

À ce jour, la grande majorité des infrastructures prévues dans le programme de reconstruction/construction, y compris le Palais national, attendent encore le commencement des travaux; douze ans, après le séisme meurtrier, on trouve encore des sinistrés sous des tentes; et la misère générale de la population ainsi que le délabrement physique provoqué par la secousse sismique sont omniprésents.

On se souvient que lors de la nomination de MM. Clinton et Bellerive, à la co-présidence du FRH, Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, en avait fait l'annonce, en grand apparat. Pourtant, l'éclatant échec du programme de reconstruction d'Haïti, dont ce duo avait la charge, n'a pas entraîné le lancement d'une enquête, afin d'établir la responsabilité des uns et des autres, comme cela aurait dû se faire, dans le cas d'un pays tout autre qu'Haïti. Ban Ki-moon était resté sombré dans le silence. Son successeur aussi. Le Conseil de sécurité, toujours prêt à intervenir, à toutes les étapes de la crise politique haïtienne, n'a pas levé le petit doigt. Faut-il croire que le secrétaire général n'avait reçu aucun mot d'ordre, en ce sens, de la part des grands bailleurs de fonds de l'ONU ?

Présentement, sous l'égide d'un secrétaire général différent, l'organisme mondial se remet en service. Une nouvelle campagne de reconstruction vient d'être lancée, au profit d'Haïti, cette fois pour permettre au Grand Sud de se remettre de sa destruction. Le secrétaire général António Guterres s'est mis au travail, avec la même ardeur que Ban Ki-moon, dans ses requêtes de fonds pour Haïti. D'ores et déjà, de nouvelles promesses ont été faites, soit USD 600 millions $. Suite à sa propre évaluation des pertes subies dans les départements du Sud, de la Grand'Anse des Nippes et deux villes de l'Ouest, qui n'a pas été indépendamment corroborée, le régime dirigé par le Premier ministre de facto dit avoir besoin de USD 2 milliards $ pour rebâtir les zones dévastées. Il reste donc manquant USD 1,4 milliard $.

En attendant que les Nations Unies mettent en place un protocole de décaissement des USD 600 millions promis, il reste à savoir comment les autorités haïtiennes vont s'y prendre pour recueillir la valeur nécessaire pour compléter le fond de reconstruction envisagé. Au cas où le coût de ces travaux resterait inchangé.

Toutefois, rien ne laisse croire que ceux qui ont détourné le fonds de reconstruction d'Haïti, suite au séisme de 2010, soient revenus à de meilleurs sentiments. C'est pourquoi les sceptiques ne peuvent s'empêcher de se rappeler que les fouineurs en quête de millions, quels qu'ils soient et où qu'ils se retrouvent, guettent toujours l'occasion de s'enrichir. Surtout que, dans le cas spécifique d'Haïti, les patriotes qui pourraient se donner la responsabilité de veiller au grain soient une espèce qui existe de moins en moins. Et que, à la lumière de tout ce qu'on sait de l'ONU, la méfiance à son égard reste justifiée, du moins, dans le cas d'Haïti.

C'est précisément pour cette raison que le peu qui en reste doit se montrer vigilant, afin que l'alerte puisse être lancée au moment opportun, sans tarder !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Terrain Boyer
Haïti au carrefour, Haïti
Tél. (509) 3794 0797 ou
(509) 2234 0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 321 6434
151 Haïti Dr. Chambly
J3L2Z3 Québec Canada
Montréal H4N3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. S'adresser au bureau de Paris Citoyen Vienne
13 K Avenue Hoche, Apt. 11
75370 Le Pré St. Gervais Paris
Tél. (33 1) 43 63 28 10

ÉTAT-UNIS
1 an (classe)
__ 54.00 $ US pour six (6) mois
__ 90.00 $ US pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
__ 55.00 US pour six (6) mois
__ 105.00 US pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1 an (classe)
__ 75.00 US pour six (6) mois
__ 5.00 US pour un (1) an

EUROPE
__ 75 EUROS pour six (6) mois
__ 125 EUROS pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville _____ State/Etat _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 11

EDITORIAL

Regarding the reconstruction of Haiti's Greater South, the mistrust of the UN is justified

In the recent past, nature offered Haiti many missed opportunities to rebuild and realize its development ambitions. If the country's leaders have been part of the politico-diplomatic intrigues that have contributed to the waste of funds intended to finance various initiatives, the international community, represented by the United Nations, without a doubt, bears much of the blame. Understandably, the mistrust observed now towards the international organization concerning the fundraising campaign for the reconstruction of Haiti's Greater South region is more than justified.

At the outset, it should be understood that the UN is an instrument of the more powerful nations, especially those that set themselves up as "bastions" of democracy which ally themselves to a fringe of Haitian politicians and activists. And there is the origin of the ills from which the country suffers. Since the fall of the Duvalier dictatorship, the foreign embassies and their national accomplices have devised the strategies and engineered the decisions that have affected the different phases of Haitian socio-political life. Take, for instance, the creation of Aristide's "popular organizations," which in reality behaved like the armed gangs of today. As well as the rogue police officers planted within the National Police force. They perpetrated some spectacular political assassinations under Aristide's orders. The list is long, but we'll point out a few: Pastor Emmanuel Leroy, Journalist Jean Léopold Dominique and Jean-Claude Louissaint, the guard of his radio station. Also, entrepreneur Claude Bernard Lauture, lawyer Mireille Durocher Bertin, and her client Eugène Baillergeau, as well as Dr. Harry Bordes and the Arbouet brothers, assassins in the pay of Aristide who were murdered to ensure their silence forever. All of these crimes, and many more, were committed under the gaze of UN troops deployed throughout the country.

Undoubtedly, the insecurity problem in Haiti did not begin with the presidency of Michel Martelly. Under Aristide, the criminals who perpetrated these dastardly acts got their orders from the president himself. Taking the "popular organizations," as their models, some heads of state have turned to the current gangs to undertake their dirty deeds on a grander scale. Assassinations, robberies, deadly ambushes, armed robbery and rape take place normally, and kidnapping has become a daily occurrence throughout the Republic.

The exponential growth of insecurity can be explained by the fact that on top of crimes ordered by the authorities, the criminals also commit their own, as required by their interests. Present in Haiti for nearly two decades, under the mandate of the Security Council, the UN missions have done nothing to combat or inhibit the momentum of armed gangs. There's no disputing that after all these years, the different missions of the international organization deployed in our country have not lifted a finger in the face of widespread insecurity. Thus, as far as insecurity is concerned, the UN is equal to a big ZERO.

Another area in which the international organization shows its insignificance in Haiti has to do with the pandemic of cholera. As importer of this contagious disease in our country, the international institution has remained indifferent to the plight of the relatives of the victims of the deadly disease. Though, in the last analysis, it acknowledged its responsibility, admitting that the Nepalese contingent was the source of cholera, nothing has been done to compensate the victims. Reportedly, the disease has killed more than 10,000 people, but the actual numbers may be as high as 30,000. Also, more than 800,000 were infected. According to Philip Alston's report, the cost of compensation to the victims and their families is estimated at $40 billion. Of course, this amount does not include cases that have not been officially identified and of people who may be infected. Such an amount represents almost the annual budget of the UN multiplied by five. Philip Alston is not a propagandist, but a professor of law at NYU and a rapporteur on extreme poverty and human rights.

One would acknowledge the cosmetic allocations, such as water decontamination equipment and other preventive measures against this epidemic by the UN. Overall, however, the international organization remains very indifferent as to compensation for the victims of cholera. Here again, Haiti has been taken for a wild ride by the United Nations.

Indeed, following the devastation caused by the earthquake of January 12, 2010, the UN had mobilized all its resources to rebuild the destroyed infrastructure and repair those that were seriously damaged. Hence, on March 30, 2010, a fundraising campaign was launched by the international organization among its member states to finance the "reconstruction of Haiti." Of the more than $10 billion pledged, at least $5 billion went into creating the "Haiti Reconstruction Fund" (HRF,) jointly chaired by former U.S. Democratic President Bill Clinton and Jean Max Bellerive, the Prime Minister under President René Préval. With their blessing, private companies collected millions, enriching the friends of the decision-makers.

To this day, nothing has been done, with the vast majority of the infrastructure planned in the reconstruction/construction program, including the National Palace, still waiting for construction to start. Twelve years after the deadly earthquake, some people are still living in tents, while the misery of the population has generalized and the physical decay caused by the earthquake are omnipresent.

We remember that when Messrs. Clinton and Bellerive were appointed co-chairs of the HRF, Ban Ki-moon, the UN Secretary General, made the announcement with great fanfare. However, no investigation has been undertaken to establish the responsibility of the parties for the resounding failure of the Haitian reconstruction program. Certainly, if it were another law-abiding country, this would have been done. But Ban Ki-moon remained silent. So did his successor. The Security Council, always ready to intervene at any stage of the Haitian political crisis, did not lift a finger. Are we to believe that the Secretary General had not received any orders from UN's major donors concerning such dereliction of duty?

Now, under a different Secretary General, the world body is getting back to work in Haiti. A new reconstruction campaign has just been launched in behalf of the country for the reconstruction of Haiti's Greater South region, following the earthquake of last August. Secretary General António Guterres has plunged into work, with the same fervor as Ban Ki-moon, in his requests for funds for Haiti. Already, new pledges of $600 million have been made. But following its own assessment of the losses suffered in the departments of the South, Grand'Anse, Nippes and two cities in the Western department, though not independently corroborated, the regime led by de facto Prime Minister Ariel Henry says it needs $2 billion to rebuild the devastated areas. So, there's a shortfall of $1.4 billion.

As we wait to see what protocol the UN will put in place for disbursing the promised $600 million, we're wondering how the Haitian authorities will go about raising the remaining amount needed to complete the planned reconstruction fund. That is, given the cost of the work remains unchanged, whatnot with inflation.

There is no reason to believe that those who embezzled Haiti's reconstruction fund, following the 2010 more devastating earthquake have come to their senses. That's why skeptics, mindful of past actions, think that those in search of millions for Haiti are already poised to avail themselves of the opportunity to get richer, not unlike last time. Especially since, in the specific case of Haiti, the patriots who could take on the responsibility of watchdogs are a disappearing breed. Moreover, based on everything we know about the UN regarding Haiti, deep distrust of the international behemoth is more than justified.

It is precisely for this reason that the few sharp eyes still around must be vigilant, so that the immediate alert may be launched as soon as the shenanigans begin!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
EÑAT-UNIS
AFRIQUE ET ASIE
CANADA
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
EUROPE

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville
State/Etat
Zip Code/Code Postal/Régional
Country/Pays

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

es concurrentes des Haïtiennes, même si pour atteindre la phase la plus importante, il faut nécessairement que l'équipe haïtienne continue de tenir son rang face aux plus petites.

Plusieurs joueuses manquent à l'appel pour ce rassemblement, comparativement aux 20 joueuses convoquées en janvier 2020 pour la dernière phase des Jeux olympiques de Tokyo 2020. Il est important de faire ce rappel sachant que des investissements colossaux et des sacrifices énormes ont été consentis pour préparer ses sportives. Des joueuses, comme Soveline Beaubrun, defenseure titulaire, Ruthny Mathurin, latérale gauche impénitente, Tabita Joseph, Emeline Charles, titulaire du Mondial 2020, en France, Phiseline Michel, Angeline Gustave, Abaina Louis et Mikerline Saint-Felix ont manqué à l'appel pour les deux premiers matchs, dans les éliminatoires. Toutes ces filles ont eu, par le passe, joué un rôle capital dans les sélections féminines. Une véritable campagne nécessite que des dispositions soient prises pour le retour de certaines d'entre elles, même si, malheureusement, plusieurs sont en situation irrégulière aux États-Unis et ont déjà dit adieux à leur carrière.

La situation actuelle du football féminin, en Haïti, ne doit laisser personne indifférent. Nos équipes de jeunes sont décimées. Si pour l'équipe senior, on peut compter sur nos expatriées, pour les U15, U17 et U20, rien n'est garanti. Ce 26 février, la Sélection féminine U20 va, de son côté, débuter sa campagne éliminatoire pour le Mondial des moins de vingt ans contre Cuba. Fiorda Charles, fraîchement nommée à la tête de la U20, n'aura pas le temps nécessaire de tout mettre en place, à quelques jours des éliminatoires du Mondial 2022, à Costa-Rica. Néanmoins, elle y travaille déjà. Pour l'instant, il faut seulement espérer que les joueuses convoquées aillent tout donner pour permettre à Haïti d'aller le plus loin possible, et on fera le bilan de nos participations dans les éliminatoires des mondiaux féminins 2022 et 2023, le moment venu.

R.S.

Suite de la page 16

nts

haïtiens et les joueuses expatriées via une autre joueuse, ce qui est une marque grave d'irrespect. Une équipe nationale démobilisée depuis plus de deux ans, sans entraînement, qui vient, trois jours avant un match de Coupe du monde !!!

C'est dire, si malgré l'arrivée d'un staff technique, trois jours avant le premier, sans aucune idée du profil des joueuses et de leur potentiel, sinon des deux filles qui évoluent dans le club, que le sélectionneur entraîne (Grenoble D2). Sans même un match test, alors que le groupe de joueuses a été profondément modifié de près de 75 pour cent, par rapport à la plus récente rencontre international contre Panama, on réussit de si beaux résultats, avec même des filles comme Danielle Étienne, qui ont terminé leur saison nord-américaine depuis trois mois. Ou même Modeline Moryl, improvisée milieu (excellente défenseuse), la seule joueuse de champs venue d'Haïti, ayant arrêté ses entraînements depuis longtemps.

Malgré ces graves et inadmissibles négligences, Haïti a fait une grosse différence, grâce au contingent d'expatriées : Kethna Louis, royale défenseuse, Jennifer Limage, dont on salue le retour, après plus de trois ans en défense centrale, Shealsea Supris, étonnant dans une position inhabituelle d'arrière gauche, les trois assurant la garde derrière avec la jeune Megan, encore très tendre à ce niveau. Au milieu, Sherly Jeudy au souffle inlassable et toujours en soutien, à côté de Dany Étienne, toujours sûre dans l'orientation du jeu parfois, et Maudeline Moryl complétant l'entrejeu ratissant beaucoup de balles; et puis, aux ailes, Nérilia, tantôt à droite, tantôt à gauche alternant, avec Batcheba à l'aile opposée; les deux Capoises virevoltantes insaisissables firent souffrir et malmenèrent l'arrière garde hondurienne par leurs dribbles et débordements. Dommage que leurs centres multiples ne furent pas tous exploités. Mais, les deux stars ont démontré qu'elles sont prêtes pour les grosses batailles du printemps (avril contre Cuba et US Virgin Islands), et éventuellement de l'été (tour qualificatif final).

Lors du deuxième match, à Santiago de Cuba, contre Saint Vincent, les deux stars nordistes ne furent pas présentes, et cela reste une énigme. Blessées ? On en doute.

Laissées au repos ? Pour quelles raisons ? Rapatriées dans leur club, en France avant le match de Coupe du monde ? Très bizarre et irrespectueux envers Haïti, surtout dans le cas d'une compétition d'un enjeu capital.

En tout cas, leur absence fut une très grave erreur. Espérons qu'on n'aura pas à le regretter. Cela démontre, au départ, une grave méconnaissance de l'histoire, même récente, du football féminin de la zone. En 2019,

Phiseline Michel, autre grande absente de l'Équipe féminine.

nous avons été éliminés de la Coupe du monde France 2019, sans avoir été battue, à cause d'un meilleur goal différence en faveur de la Jamaïque, qui avait marqué plus de buts qu'Haïti devant deux (2) faibles équipes de la Martinique et de la Guadeloupe.

En se remémorant que le goal-différence est souvent déterminant dans les compétitions de la Zone, avec les scores souvent très déséquilibrés entre les adversaires. Pas nécessaire donc de pavoiser, malgré ce cinglant 11-0, dimanche après-midi contre Saint Vincent and Grenadines, un score qui, dans un autre contexte, aurait suscité un satisfecit, mais en sachant qu'une seule équipe du groupe passe au tour suivant, et en cas d'égalité, c'est le goal-différence qui détermine le qualifié. Alors que l'on accumulait les maladresses, devant les buts de Saint Vincent, au Stade Santiago, face aux « *Sexi-Gros* » les «*grosses patates* » défenseuses «*boulotte* » de la défense adverse, malgré les initiatives au milieu de Sherly Jeudy et de Dany Étienne.

Avec Nérilia et Batcheba, ce score, dans ce match sans « *en face* », Haïti aurait pu totaliser et battre son propre record du nombre de buts marqués en match officiel féminin de compétitions officielles féminines (24-0) contre Grenade, en éliminatoires olympiques, à Porto Rico, en 2015).

Certes, Haïti, en terme de potentiel, possède une grosse avance sur Cuba, et dans leurs deux prochains matches (Cuba face à Honduras et Haïti à British Virgin Islands), la formation haïtienne peut changer cette égalité de goal-différence (+17) préoccupante en Coupe du monde, alors que l'équipe haïtienne aurait dû prendre le large dès dimanche dernier, qui aurait été possible avec une composition d'équipe similaire à celle contre Honduras pour mesurer le poids de l'obligation de cartonner et d'additionner dès que l'opportunité existe, imaginer un forfait de BVI (soit l'équipe ne se présente pas ou laisse le terrain en cours de jeu). Conséquences : Victoire, mais 3 buts pour, alors que les Cubaines, qui ont une belle équipe, ont passé 14 buts, samedi, aux Îles Vierges britanniques.

Respecter le football feminin

Autre enseignement, un vrai « *ALE VOUZAN* » a été constaté dans le choix des joueuses, sans respect pour les sacrifices que celles-ci, depuis leur enfance, à 12/13 ans ont endurés, s'entraînant pendant des années dans l'espoir de qualifier son pays et de jouer la Coupe du monde. Voilà un crime fait à ces Haïtiennes. Notez-les : Ruthnie Mathurin, aux USA; aussi aux États-Unis, et longtemps titulaire comme arrière gauche de toutes les sélections nationales. Pourquoi ces joueuses, quelque temps avant l'échéance, peu de temps avant le Mondial, ont été forcées de laisser le Centre Camp Nous, sans même un support; et ceci a été fait à une pléiade de joueuses de poids : la gardienne Kerly Théus, titulaire à la Coupe du monde France 2018; trois autres gardiennes de talent : Jonie Gabriel, Naphtaline Clerméus, Edgenie Joseph, trois autres gardiennes chassées de la Sélection.

Rosiane Jean, arrière droite,

Suite en page 13

Suite de la page 16

et d'avoir les ressources que notre pays pauvre ne peut pas donner au football pour développer et permettre aux talents d'Haïti d'aller décrocher et gagner dans les riches compétitions d'Europe, d'Asie la fortune qui changera le destin de nos fils et filles pauvres de talent, mais manquant la formation d'élite, à l'instar des Camerounais, Sénégalais, Ghanéen, Algériens Guinéens, dont des centaines se sont enrichis, en France, Angleterre, Allemagne, Espagne, Italie, etc., une phase finale de Coupe du monde serait la meilleure façon d'exposer la valeur du football haïtien et attirer l'attention des recruteurs et scouts des grands afin de construire ainsi le professionnalisme du football haïtien.

Donc le jeudi 17 février, l'Équipe nationale féminine a débuté en Coupe monde féminine Australie/Nouvelle Zélande 2023 contre le Honduras, match qu'Haïti, comme tête de série, aurait dû recevoir en Haïti.

Mais, comme pour Qatar 2022, avec les hommes, pour l'Équipe nationale féminine aussi l'improvisation est plus flagrante, totale, même grave, car les Haïtiennes ont joué depuis janvier 2020, à Houston, au Texas, en Éliminatoires olympiques. En 24 mois, pas un match amical, voire même un rassemblement d'une seule journée, alors que tous nos adversaires, Jamaïque, Honduras, Costa Rica, États-Unis, Canada, Mexique ont multiplié les rencontres de haut calibre, partout dans le monde, car on se doit de se préparer pour les matches de Coupe du monde.

Phiseline Michel, absente aussi aux compétions de la Coupe du monde 2023.

Pourtant, il y a eu une longue trêve de deux (2) mois, en décembre/janvier, en France, et il aurait été tellement facile et peu coûteux de planifier un bon stage en Europe. Mais tout est improvisation, car le coach, non seulement n'est pas qualifié pour entraîner une équipe nationale (seulement une licence pour entraîner en deuxième division, même pas en D1). Pire, si les cadres, dans le secteur offensif, sont au rendez-vous (Batcheba, Nerilia, Borgella, Roseline, Sherly), si au milieu Corven vaut une équipe à elle seule, surtout si elle peut s'appuyer sur la classe de Monique Étienne, en revanche, derrière, tout est à construire, puisque les habituelles titulaires, chassées et expulsées sauvagement de Camp Nous, ne sont plus là ni disponibles. En janvier 2020, lors de la brillante victoire (6-0) sur le Panama, Haïti avait une défense avec Shealsea Surpris remplaçant Rosiane Jean, blessée,

Suite en page 13

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 13

Suite de la page 12

en France 2018, Émeline Charles, défenseuse centrale, Naphtalie Northé, Taïna Gervais, Rachelle Carémus, Sarafina Joseph, Soveline Beaubrun, Nancy Lindor; des talents rares, comme Abaina Louis, Vladine Mervilus, Beurnangie Adrien sont des joueuses qui ont été contraintes d'aller aux États-Unis. Pourquoi, pour un pays ambitieux pour des jeunes qui n'avaient aucun projet d'aller là-bas et qui ne voyaient rien en dehors du football et d'éventuelles études. Surtout que ces jeunes avaient déjà toutes contrats signés en Europe. Elles ont abandonné, avec leur rêve de Coupe du monde, et encore plus des promesses de l'État haïtien pour... maison, bourse d'études, business aux parents, etc., espoirs bafoués et envolés !!!

Plus graves encore, pourquoi Mikerline Saint-Félix, Tabita Joseph, Nélourde Nicolas, Phiseline Michel, Mélissa Dacius, Johanne Laporte, Béthina Petit-Frère, toutes des valeurs inamovibles de la Sélection nationale féminine, actuellement en pleine compétition française (Mikerline a déjà marqué 12 buts et son club est vice-leader). Elle est surtout la joueuse qui a marqué le plus de buts pour les équipes nationales féminines. Elle flambe en club !

Aucune explication n'a été donnée, sinon des rumeurs parlant de documents de voyage pas prêts, mais ces matches sont programmés depuis mars 2021, et de tout temps, c'est aux fédérations de mettre leurs joueurs et joueuses en mesure de voyager pour venir en sélection. Or, on l'a constaté, lors de ces deux matches, c'est la justesse et la pauvreté de l'effectif; lacunes trop patentes pour garder une équipe solide, surtout en vue de la phase finale de l'été prochain. Au staff technique d'imposer les joueuses qu'il croit meilleures et d'arrêter de prendre des dictées.

Le management de la Sélection avait éliminé ces histoires d'arrêter la discrimination en équipe nationale avec une qualification pour phase finale à la portée d'Haïti, c'est une chance à prendre et mettre tout en œuvre pour la saisir et éviter que le pays, pour des intérêts personnels d'individus sans scrupules gâchent cette qualification qui ouvre les bras à Haïti.

Il faut donc arrêter cette discrimination scandaleuse. Pour être appelé en équipe nationale il faut être dans le clan de Billy, Carlo et Monique André utilisant la Sélection nationale pour faire du chantage sur les joueuses qui ne veulent pas qu'elles soient exploitées dans tout ce qui a trait à leur carrière. Car, avant les deux prochains matches d'avril, Haïti doit présenter un autre visage que celui, maladroit, emprunté, qu'elle a présenté. Pierre Jérôme doit se débarrasser des kilos superflus, lourd handicap que l'on ne peut accepter.

Mais tous les Haïtiens doivent se mobiliser pour la réouverture de Camp Nous, qui a fabriqué, qui a été décisif dans cette énorme ascension du football féminin haïtien. Même cri aussi pour les 77 académies régionales. Sinon, d'ici peu, on n'aura plus de football féminin en Haïti.

J.B.

Suite de la page 12

çant Rosiane Jean, blessée, Émeline Charles remplaçant Soveline Beaubrun, blessée également, Phiseline Michel, Kethna Louis et Ruthy Mathurin remplacée, par la suite, par Johane Laporte; or aucune de ces filles n'est dans la liste, sauf Kethna, une merveilleuse défenseuse, qui peine à se reprendre.

Il faut attirer l'attention sur le gros gâchis dans les buts, notamment le renvoi de Kerly Théus, qui a été portière dans tous les succès des équipes féminines, depuis huit ans. Or, aujourd'hui elle a 23, rejetée par la FHF, se trouve parmi les joueuses haïtiennes qui se battent pour vivre et tenir, à Miami, en sus d'aider sa maman. Elle est fille orpheline d'un père policier décédé, ayant tout fait, en vain, pour bénéficier de sa pension.

À ces grandes absentes, si l'on ajoute des valeurs jeunes et sûres, comme la perle de milieu gauche Rachelle Carémus (Ti-Zo), 18 ans, ou encore la géniale et déconcertante Abaina Louis, 20 ans, la solide Néïka Surpris, elle aussi errant à New York, on se dit quel gâchis ! Pourquoi, pendant 10 ans, faire travailler de grands talents et les rejeter au moment où elles devraient arriver au sommet, on retient la sensation que l'on veut punir ces jeunes simplement parce qu'elles ne voulaient pas faire les mensonges.

Dans les buts aussi, ce sont des filles qui vont jouer pour la première fois, en A, car avec Kerly Théus, il y avait Jonie Gabriel, très expérimentée, ou même de plus jeunes, comme Edjenie Joseph, elle encore, à Miami, Ambroise ou Larco possèdent un talent certain, mais en deux jours de préparation, c'est étonnant qu'un coach sérieux accepte de s'embarquer dans une telle galère.

Une seule certitude dans ce scandale. Haïti avait une telle avance sur la Caraïbe et l'Amérique Centrale qu'il suffit de revêtir le maillot bleu et rouge pour toute équipe qui n'est pas USA, Mexique et Canada pour qu'Haïti gagne. Mais, en sport, il faut de tout temps respecter l'adversaire, et surtout viser plus loin.

Le scandale Billy encore !

On remarquera, dans cette liste, quelques absences notoires et criantes. Toutes celles qui ont le courage de se retirer de la voracité et des abus de Billy n'ont plus leur place en sélection féminine. Ainsi Mikerline Saint-Félix, meilleure buteuse de toutes les sélections nationales féminines, et qui marque chaque semaine en club, n'est pas convoquée. De même que Mélissa Dacius, en forme en club avec Nîmes, Pire, on lui a fait un grave avilissement.

Premier affront : Elle a reçu, via Nérilia, le message de payer son billet de train pour aller à Paris, afin de prendre le vol pour Santo Domingo avec garantie de remboursement en arrivant à la capitale dominicaine. Mais, à Paris, pas de billet d'avion pour elle. La voilà obligée de solliciter ses parents pour lui payer le transport de retour vers Montpellier. On allait oublier de soulever le pourquoi de l'absence dans la liste des joueuses convoquées de Phiseline Michel, Johanne Laporte, Tabita joseph, 18 ans, Béthina Petit-Frère (Brice),18 ans. Elles ne sont pas toutes, à Santo Domingo, alors qu'elles sont titulaires et constituent des valeurs sûres du football féminin.

Qui disait que Dieu était Haïtien ? Parce que c'est la seule façon de comprendre « *gagotte* » Carlo Billy et

Monique André humiliant le football féminin haïtien !

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 14

HAPPENINGS!

Continued from page 7

the representative of UN Secretary General António Guterrres in Haiti, maintains there are *"signs of progress in ending the political, economic and humanitarian crisis."*

In a 17-page report that was distributed to the participants, one finds statements that contradict the current situation, showing to what length some diplomats will go to fudge the truth. Of the "progress" mentioned, Ms. La Lime, the head of the United Nations Integrated Bureau in Haiti (French acronym BINUH) points to the *"relative calm observed on February 7,"* the date when President Moïse's term was to end, therefore that of his Prime Minister Ariel Henry also. To her, the new cabinet the Prime Minister had installed on November 24 appeared to have *"appeased tensions."*

Far from it, tensions began soon after that cabinet change because interim Prime Minister Claude Joseph, also foreign minister, backed by La Lime herself to assume the presidency, was deposed on July 20, about two weeks later, by Ariel Henry, who was imposed on the Haitian people by the CORE Group of top Western diplomats in Port-au-Prince. Since then, Mr. Joseph has undertaken a campaign of ***"Justice for President Moïse"*** and has targeted de facto Prime Minister Henry as being among the plotters in the assassination. In fact, two weeks ago, along with two top officials of the government that he headed soon after Jovenel Moïse's assassination, Mr. Joseph was at the office of the Secretary General of the Organization of American States (OAS) in Washington making his case against Henry. Something which brought Haiti's Foreign Minister Jean Victor Généus to write a scathing letter to OAS's Secretary General Luis Almagro, accusing him of giving comfort to "detractors of Haiti following their personal projects."

Now that credible reports linking the prime minister to the assassination of his former boss have been disclosed in major publications like The New York Times and also by CNN, Ariel Henry can't convince people about his innocence in the matter, as detailed in the lead story above. Moreover, Judge Garry Orélien, who had been conducting the investigation until he recently resigned under pressure, confirmed in conversation with CNN that Henry was part of the plot. Without his knowledge, the judge was taped. Since the conversation with CNN was made public, Judge Orélien has disappeared from the scene in Haiti.

Some unexpected startling revelations from Ms. La Lime

Interestingly, Ms. La Lime, who had applauded the late Jovenel Moïse when he facilitated the "Federation of Gangs" made some startling revelations last Friday regarding these gangs who have proliferated under the watch of the United Nations. Gang violence, she said, *"continues to plunge major urban centers into lawlessness and grief.* We'll let her describe the situation, which has been evolving since 2011, when the current gangs were recruited and organized by former President Martelly and his then Prime Minister Laurent Lamothe. Read on: *Criminal armed groups have a strong hold on the economic and social lives of millions. Their indiscriminate use of abduction, murder, as well as sexual and gender-based violence, as a means to terrorize local populations in the fight to extend their territorial control is particularly abhorrent."*

To be recalled, the United Nations came to Haiti with thousands of troops in 2004, after Jean Bertrand Aristide was deposed, partially for his use of gangs, then called *Chimères (S*hadowy figures) whose bands bore distinctive names such as "Saddam Hussein Army," "Red Army," "Cannibal Army," and more. The United Nations Stabilization Mission in Haiti (French acronym MINUSTHA) was in the country untill October 15, 2017, when the baton was passed to the United Nations Mission for Justice Support in Haiti (MINUJUSTH) which continued to work until October 15, 2019. Whereupon, the United Nations Integrated Bureau in Haiti (BINUH), headed by Ms. La Lime, took over. And the gangs now reportedly control about half of the country, including Port-au-Prince, the capital, which is cut off from four of the 10 Haitian departments, as the mini states are called.

Will the $600 million pledged by the international community be of any help?

We'll come with more detail, next week, regarding Ms. La Lime's presentation to the Security Council, but she seems to be counting on the virtual meeting last Wednesday, February 16, when international stakeholders pledged millions to help solve some of Haiti's problems. As it is, pledges of $600 million were registered, from the $2 billion sought, for the reconstruction of Haiti's Greater Southern region, hit last August 14, by a 7.2 earthquake which killed more than 2,200, wounding many more thousands and causing incalculable physical damage.

Pointing to that meeting, Ms. La Lime expressed *"deep gratitude"* for the pledges to the *"Reconstruction Plan"* to rebuild the affected areas. But that's far from what's needed to respond to the plight of the nation, as she describes it: *"It is now estimated that 4.9 million people, or 43 per cent of the country's population, will be in need of humanitarian assistance in 2022."*

We'll remind Ms. La Lime and all others that after the January 12, 2010 even more devastating earthquake, which killed over 200,000 people, wounded many more thousands, and caused damages into the billions of dollars, the UN had a pledging conference in New York on March 31, to which I attended. Then, 130 donor countries contributed $10 billion for Haiti's reconstruction. Non-governmental organizations, the famous NGOs, which give Haiti the nickname of NGO capital, reportedly raised an additional $3.5 billion within the following weeks. Whatever happened to all that money? By the way, Haiti's National Palace, crushed by that earthquake, has yet to be rebuilt. Forget all the other projects ***"to build Haiti back better"*** of the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), led jointly by UN Special Envoy, former President Bill Clinton, and then Haitian Prime Minister Jean Max Bellerive.

Unless anti-corruption policies, coupled with anti-impunity dispositions are in place, we should not expect anything different this time around. Except for a new crop of millionaires and multi-millionaires, while the people continue to suffer, under the glare of different United Nations missions. Indeed, the French saying is applicable here: *"L'histoire est un perpétuel recommencement!"* (History is perpetually repeating itself.)

RAJ
23 February 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 15

Journal 23 février - 2 mars 2022.qxp_HO 2/23/22 5:21 AM Page 16

Sports

ELIMINATOIRES MONDIAL FÉMININ 2023

Haïti trop forte pour Honduras et St Vincent & Grenadines

Par Ricot Saintil

Pour ses deux premiers matchs dans les éliminatoires du mondial féminin 2023, la sélection féminine senior a tenu son rang face à ses adversaires, qu'elle a respectivement battues, (6-0, Honduras), (0-11, St Vincent & Grenadines). Les Grenadières qui n'avaient plus jouer depuis 2020, ont fait une véritable démonstration de force pour marquer leurs débuts dans ses éliminatoires. Privée de Corventina blessée et d'autres joueuses cadres pour des raisons diverses, l'équipe haïtienne s'installe confortablement à la tête du groupe E, avant d'affronter les Îles Vierges Britanniques et Cuba, en avril prochain.

La marche était beaucoup trop haute pour Honduras et St Vincent. La Sélection haïtienne ne leur a laissé aucune chance. Elle les a pulvérisées. Opposées au Honduras, le jeudi 17 février 2022, en République dominicaine, aux St Vincent& Grenadines, le 20 février, les Grenadières ont fait parlé leur qualité offensive en inscrivant une bagatelle de 17 buts cumulés. Honduras et St Vincent n'ont tout simplement pas été à la hauteur. Les Haïtiennes se sont montrées impitoyables.

Il n'y pas eu de photo. Les Grenadières étaient beaucoup trop fortes. Contre le Honduras, Chelsea Surpris (14'), Kethna louis (20'), Batcheba Louis (32', 50'), Roselord Borgela (42') et Sherly Jeudy (56') ont marqué, pour les Grenadières, contre les St Vincent & Grenadines, Roselord Borgela a frappé à 4 reprises (20', 51', 76', 90'), Milan Pierre a inscrit un doublé (44', 65'), Sherly Jeudy (22'), Kethna Louis (34'), Maudeline Moryl (61'), Chelsea Surpris (80') et Roseline Eloissaint (81') ont, chacune, inscrit un but.

Les deux premiers matchs des Grenadières, dans ses éliminatoires, étaient de simples formalités. Haïti, de loin, est meilleure que ses deux premiers adversaires. Elles ne jouent tout simplement pas dans la même catégorie. L'addition aurait pu être beaucoup plus salée, si Corventina, Mikerline Saint-Félix et d'autres joueuses clés de la convocation de 2020 pour la dernière phase finale des Jeux olympiques de Tokyo y étaient. Pour cette première phase, les équipes, qui accompagnent Haïti, dans le groupe E, ne sont pas ses rivales. L'important c'est de se concentrer sur les véritables

Suite en page 12

LES HAÏTIENNES BIEN LANCÉES DANS LA COUPE DU MONDE 2023

Deux victoires : Honduras 6-0 et Saint Vincent 11-0

Par Jacques Brave

Nos filles sont entrées de plein pied dans les éliminatoires du Mondial féminin FIFA-Australie : Nouvelle Zélande-2023 avec une double victoire et des scores fleuves, pour un total de 17 buts marqués, alors qu'elles n'ont jamais été inquiétées, dans ces deux matches à sens unique. Un peu arrogant de le dire, peut-être, mais c'est la vérité de souligner que les scores ne reflètent nullement la mainmise totale de nos filles lors des deux matches, face à deux pays, l'un, dirait-on, petit poucet de la Caraïbe, Saint Vincent, mais l'autre, Honduras au palmarès de grands de la Concacaf.

C'est dire combien le travail réalisé dans le football haïtien, durant ces dix (10) dernières

Kerly Théus, gardienne de la Sélection nationale, forcée de quitter Camp Nous.

années, a été exceptionnel à tous les niveaux, surtout en matière de football féminin. Haïti passant 6-0 à un grand de la Concacaf, qui n'a jamais mené une seule attaque en 90 minutes, laissant a la jeune Lara Larco, qui faisait ses débuts en équipe d'Haïti, à attendre une opposition plus sérieuse pour faire la démonstration d'un talent de gardienne, que l'on dit très grand. Cette promenade de santé contre Honduras, après le 6-0 de janvier 2020, contre un autre ténor d'Amérique Centrale (Panama écrasé 6-0), confirme les énormes progrès accomplis, donc par le football féminin, qui a franchi une grosse étape pour s'asseoir tout juste à côté des trois grands d'Amérique du Nord, les USA et le Canada (champion du monde et champion olympique, respectivement avec le Mexique

Kethna Louis, absente également aux compétitions de la Coupe du monde 2022.

au football multimilliardaire); quel grand développement du foot féminin haïtien ?

Ce progrès est tellement patent qu'encore une fois, comme pour les équipes masculines, l'année dernière, en tournoi olympique, à Guadalajara, en éliminatoires mondiales de Coupe du monde Qatar 2022 et en Gold Cup, la gestion de cette première phase des éliminatoires a été un scandale et une catastrophe : aucun rassemblement, aucun stage, donc aucun match de préparation depuis Haïti vs Panama. Jamais de contact officiel avec les clubs, des joueuses expatriées. Pire, aucun contact entre les dirigeants

Suite en page 12

LE FOOTBALL HAÏTIEN TOMBÉE EN DÉCONFITURE

L'Équipe nationale féminine a débuté la Coupe du monde à Santo Domingo

Par Jacques Brave

Avec Qatar Coupe du monde 2022 que, dommage, dans laquelle nous avons fait piètre figure, suite à de graves bévues

Emeline Charles, autre absente aux compétions de la Coupe du monde 2022.

«*ti-zanmi* », qui ont dilapidé, en moins de deux ans, un capital de jeu et de confiance construit au cours d'une décennie de travail assidu.

En effet, dans cette Coupe du monde, les maîtres de la Fédération haïtienne de football (FHF), comme à l'époque où le football haïtien n'avait aucune ambition internationale, se contentant d'acte de présence, le honteux slogan « *participer pour participer* » afin d'être habilité à continuer à recevoir les fonds d'aide de la FIFA détruisant des années de sacrifices des Jhonny Placide, des Donald Guerrier, de Duckens Nazon, Arcus Carlens, Franzy Pierrot, et de tant d'autres talents nationaux, la course en tête du Canada dans l'octogonal final actuel, le niveau très moyen démontré par les nations favorites du Nord, États-Unis, Mexique, Canada, le niveau assez quelconque des habituels favoris de l'Amérique centrale, Costa Rica, Honduras, El Salvador, avi-

Nélourde Nicolas, une des joueuses oubliées, en action. en équipe, en France.

vent encore plus nos regrets. Et le Canada, d'ailleurs, avec un niveau moins percutant qu'il y'a trois ans; dommage, sans aucune préparation, même pas les stages habituels d'un mois minimum, à Bradenton, de haut niveau; une gestion amateur d'une équipe hautement professionnelle a détruit un investissement de plus de 10 ans, car, au-delà de jouer une phase finale de Coupe du monde, il y'a aussi la perspective d'aller chercher avec la qualification ce grand stade de milliard, que le riche Émirat s'est engagé à venir implanter dans un des 12 pays de football les plus pauvres, sans compter cette manne offerte aux qualifiés, qui aiderait à construire les infrastructures et

Suite en page 12